EMPIRE CHÉRIFIEN
 Protectorat de la République Française
 AU MAROC

Bulletin Officiel

ABONNEMENTS :

		ÉDITION PARTIELLE	ÉDITION COMPLÈTE
Zone française et Tanger	Un an..	60 fr.	90 fr.
	6 mois..	35 »	50 »
	3 mois..	25 »	30 »
France et Colonies	Un an..	75 »	120 »
	6 mois..	45 »	70 »
	3 mois..	30 »	40 »
Étranger	Un an..	120 »	180 »
	6 mois..	70 »	100 »
	3 mois..	40 »	60 »

Changement d'adresse : 2 francs.

LE « BULLETIN OFFICIEL » PARAIT LE VENDREDI

L'édition complète comprend :

- 1° Une première partie ou *édition partielle* : *dahirs, arrêtés, ordres, décisions, circulaires, avis, informations, statistiques, etc...*
- 2° Une deuxième partie : *publicité réglementaire, légale et judiciaire* (immatriculation des immeubles, délimitation des terres domaniales et collectives, avis d'adjudication, d'enquête, etc...)

Seule l'édition partielle est vendue séparément

On peut s'abonner à l'Imprimerie Officielle à Rabat, à l'Office du Protectorat à Paris et dans les bureaux de poste de l'Office chérifien des P. T. T. Les règlements peuvent s'effectuer au compte courant de chèques postaux de M. le Trésorier général du Protectorat, n° 100-00, à Rabat.

PRIX DU NUMÉRO :

Edition partielle.....	1 fr. 50
Edition complète.....	2 fr. 50

PRIX DES ANNONCES :

Annonces légales, réglementaires et judiciaires	} La ligne de 27 lettres 3 francs

(Arrêté résidentiel du 28 juin 1936)

Pour la publicité-réclame, s'adresser à l'agence Havas, Avenue Dar el Makhzen, 3, à Rabat.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au « Bulletin Officiel » du Protectorat.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

Ezequatur accordé au consul honoraire de la République d'Haiti à Casablanca 262

LEGISLATION ET REGLEMENTATION GENERALE

Rapport du Commissaire Résident général, commandant en chef, à Sa Majesté le Sultan sur la fixation du budget général de l'Etat pour l'exercice 1938..... 262

Dahir du 17 février 1938 (16 hija 1356) portant approbation du budget général de l'Etat et des budgets annexes pour l'exercice 1938 263

Dahir du 19 février 1938 (18 hija 1356) modifiant le dahir du 8 juillet 1937 (29 rebia II 1356) relatif au règlement des frais et indemnités dus à la suite d'accidents d'automobiles et aux contrats d'assurances de responsabilité civile des propriétaires de véhicules automobiles sur route 266

Arrêté viziriel du 19 février 1938 (18 hija 1356) modifiant l'arrêté viziriel du 8 juillet 1937 (29 rebia II 1356) instituant un contrôle en matière d'assurance automobile 269

TEXTES ET MESURES D'EXECUTION

Arrêté viziriel du 8 janvier 1938 (30 chaoual 1356) homologuant les opérations de la commission d'enquête relatives à la reconnaissance des droits d'eau sur les atoun Aman Syermine, Bouazza, Bou Chermou, Kseb et Mrime (contrôle civil d'El-Hajeb) 270

Arrêté viziriel du 7 janvier 1938 (5 kaada 1356) homologuant les opérations de délimitation de l'immeuble domanial dit « Adir du Sultan », situé sur le territoire de la tribu des Haouzia, annexe de Sidi-Ali-d'Azemmour (Mazagan). 272

Arrêté viziriel du 13 janvier 1938 (11 kaada 1356) autorisant l'acquisition de trois immeubles habous, sis à Demnat (Marrakech) 273

Arrêté viziriel du 17 janvier 1938 (15 kaada 1356) déclarant du domaine public cinq parcelles de terrain, sises à Boujad (Atlas central) 274

Arrêté viziriel du 17 janvier 1938 (15 kaada 1356) portant résiliation de la vente d'un lot de colonisation (Port-Lyautey) 274

Arrêté viziriel du 18 janvier 1938 (16 kaada 1356) modifiant la taxe perçue sur la viande « cachir » au profit de la communauté israélite d'Azemmour	274
Arrêté viziriel du 18 janvier 1938 (16 kaada 1356) instituant une taxe sur les vins « cachir » au profit de la communauté israélite d'Azemmour	275
Arrêté viziriel du 19 janvier 1938 (17 kaada 1356) autorisant l'acquisition d'une parcelle de terrain, sise aux Att Yazem (Meknès)	275
Arrêté viziriel du 19 janvier 1938 (17 kaada 1356) modifiant l'arrêté viziriel du 15 mars 1937 (2 moharrem 1356) autorisant l'acquisition de parcelles de terrain nécessaires à la construction de la route n° 20, de Fès à la Haute-Moulouya, par Sefrou	275
Arrêté viziriel du 19 janvier 1938 (17 kaada 1356) portant fixation du minimum de loyer pour l'assiette de la taxe d'habitation de l'année 1938	276
Arrêté viziriel du 27 janvier 1938 (25 kaada 1356) autorisant l'acquisition d'une parcelle de terrain nécessaire à la construction de la route n° 24, de Fès à Marrakech, par Imouzzèr et Azrou	276
Arrêté viziriel du 27 janvier 1938 (25 kaada 1356) portant déclassement d'une parcelle de terrain du domaine public de la ville de Casablanca, et approuvant une délibération de la commission municipale de cette ville autorisant la vente de ladite parcelle	277
Arrêté viziriel du 27 janvier 1938 (25 kaada 1356) portant création de la caisse régionale d'épargne et de crédit indigènes de Meknès	277
Arrêté viziriel du 27 janvier 1938 (25 kaada 1356) portant création de la caisse régionale d'épargne et de crédit indigènes de Marrakech	277
Arrêté viziriel du 27 janvier 1938 (25 kaada 1356) portant création de la caisse régionale d'épargne et de crédit indigènes de Casablanca	278
Arrêté viziriel du 28 janvier 1938 (26 kaada 1356) instituant une taxe sur le vin « cachir » au profit de la communauté israélite de Sidi-Rahal.....	278
Arrêté viziriel du 28 janvier 1938 (26 kaada 1356) instituant une taxe sur la viande « cachir » au profit de la communauté israélite de Sidi-Rahal	278
Arrêté viziriel du 21 février 1938 (20 hija 1356) portant nomination d'un membre de la commission municipale de Meknès	279
Arrêté résidentiel désignant les membres de la commission consultative de l'hôpital civil « Jules Colombani », à Casablanca.....	279

Arrêté résidentiel désignant les membres de la commission consultative de l'hôpital neuropsychiatrique de Berrechid	280
Arrêté résidentiel désignant les membres de la commission consultative de l'hôpital civil d'Agadir.....	280
Arrêté résidentiel relatif à la réunion des conseils de révision de la classe de 1938	280
Ordre du général de division, adjoint au général commandant en chef des troupes du Maroc, portant interdiction, dans la zone française de l'Empire chérifien, de la publication hebdomadaire du « Maktab al-Difa-al-Ouatani ».....	282
Ordre du général de division, commandant en chef des troupes du Maroc, portant interdiction, dans la zone française de l'Empire chérifien, de la publication mensuelle intitulée « Contre-Révolution ».....	283
Arrêté du directeur général des travaux publics portant ouverture d'une enquête sur le projet de reconnaissance de diverses pistes de la région de Meknès	283
Arrêté du directeur général des travaux publics portant limitation de la vitesse des véhicules sur les routes n ^{os} 6, 26, 28, 211, 213, 223 et 304 aux passages à niveau des lignes à voie de 0,60 de Mechra-bel-Ksiri à Ouezzane et d'Aïn-Defali à Ourtzarh.	283
Arrêté du directeur général des travaux publics portant limitation de la vitesse des véhicules dans la traversée des chantiers de rechargement de revêtement à ouvrir sur les routes du 2 ^e arrondissement du Sud, au cours de l'année 1938	284
Arrêté du directeur des affaires économiques modifiant l'arrêté du 14 décembre 1937 relatif à la production et au commerce des semences de blé	286
Arrêté du directeur des eaux et forêts modifiant l'arrêté du 1 ^{er} février 1937 portant énumération des rivières à salmonides	286
Liste des experts habilités à connaître, pour l'année 1938, des contestations relatives à l'origine des marchandises déclarées en douane	287
Créations d'emplois	289
Nomination d'un juge suppléant au tribunal rabbinique de Meknès	289
Extrait du « Journal officiel » de la République française du 9 février 1938, page 1604. — Décret du 6 février 1938 portant application de la loi d'amnistie du 12 juillet 1937 devant les tribunaux militaires français du Protectorat du Maroc	290
Extrait du « Journal officiel » de la République française du 11 février 1938, page 1729. — Arrêté du ministre de l'agriculture accordant un contingent supplémentaire d'œufs de volaille frais et de légumes frais, originaires de la zone française de l'Empire chérifien	290
Cautionnement.....	290
Résultats de l'examen de sténographie du 15 février 1938.....	290

PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES DU PROTECTORAT

Mouvements de personnel dans les administrations du Protectorat	290
Reclassements réalisés en application des dispositions des dahirs des 27 décembre 1924, 8 mars, 18 avril 1928 et 25 janvier 1937 attribuant aux agents des services publics des bonifications d'ancienneté au titre des services militaires accomplis par eux	291
Radiation des cadres	291
Concession d'allocations exceptionnelles	291
Concession de rente viagère	292
Concession d'allocations spéciales	292
Concession d'allocation exceptionnelle de réversion.....	292
Nomination dans le service des commandements territoriaux.....	292
Mouvement dans les municipalités.....	292

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis de concours pour le recrutement de cinq adjoints stagiaires de contrôle du service du contrôle civil	292
Avis de concours concernant une administration métropolitaine.....	293
Modificatif à l'instruction concernant l'emploi des avions sanitaires de l'armée de l'air pour l'évacuation des malades ou blessés au Maroc	293
Avis de mise en recouvrement de rôles d'impôts directs dans diverses localités.....	293
Retenue des marchandises d'origines algérienne importées au bénéfice du régime préférentiel institué par le dahir du 30 juin 1937, en faveur du trafic frontalier algéro-marocain, pendant le mois de janvier 1938.....	294
Statistique des opérations de placement pendant la semaine du 7 au 13 février 1938	295

PARTIE OFFICIELLE

EXEQUATUR

accordé au consul honoraire de la République d'Haïti à Casablanca.

Par décision en date du 10 février 1938, le Commissaire résident général de la République française au Maroc, ministre des affaires étrangères de S. Majesté Chérifienne, a accordé l'exequatur à M. José S. Toby, en qualité de consul honoraire de la République d'Haïti à Casablanca.

LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE

RAPPORT

du Commissaire Résident général, commandant en chef, à Sa Majesté le Sultan
sur la fixation du budget général de l'Etat
pour l'exercice 1938.

SIRE,

J'ai l'honneur de présenter à Votre Majesté le budget général de l'Etat et les budgets annexes pour l'exercice 1938.

Le budget ordinaire, arrêté en dépenses à 1.068.634.230 francs, est en augmentation de 166 millions par rapport à celui de 1937. Ce chiffre d'augmentation doit toutefois être rectifié si l'on veut faire une comparaison exacte entre les budgets des deux exercices. En effet, en 1937, 30 millions de travaux incombant normalement au budget ordinaire ont été payés par une subvention métropolitaine. Par ailleurs, en cours d'année, la hausse générale des prix avait imposé l'ouverture de 40.500.000 francs de crédits supplémentaires. C'est donc en définitive à 96 millions seulement que ressort l'augmentation réelle du budget ordinaire de 1938 par rapport à l'exercice précédent.

Cette différence est due en premier lieu aux influences monétaires qui ont continué à s'exercer tout au long de l'année écoulée sur les prix. Leur effet a été direct sur les

crédits de matériel mais il s'est produit également sur les crédits de personnel en raison, d'une part, de la suppression en 1938 des prélèvements qui étaient encore opérés sur certains traitements et, d'autre part, de l'attribution d'indemnités spéciales temporaires destinées à tenir compte de la cherté de vie. La dette publique elle-même a été en partie influencée par ces mesures à raison du caractère particulier d'un emprunt obligataire des chemins de fer payable en monnaie étrangère.

Par ailleurs, cette année encore, ont été inscrites au budget des dépenses nouvelles destinées à renforcer la sécurité intérieure au Maroc, à permettre la création et le fonctionnement, au profit de la population indigène, de nouveaux établissements scolaires, d'hôpitaux et de dispensaires, enfin, à réaliser la réforme et la simplification de la justice marocaine.

Enfin, pour éviter que l'économie marocaine ne soit atteinte par l'épuisement des dotations d'emprunt, quelques dépenses de travaux neufs qui, jusqu'à présent, étaient assurées sur la deuxième partie du budget, ont été inscrites au budget ordinaire, ce qui leur confère un caractère de permanence qui assure pour l'avenir un minimum d'investissements annuels.

Ces augmentations de dépenses ont pu être couvertes sans création de taxes nouvelles, grâce aux plus-values qu'il est raisonnable d'attendre des recettes ordinaires en 1938. En effet, les événements monétaires ont entraîné des plus-values intéressantes dans le recouvrement de certains impôts et, notamment, des droits de douane et des taxes indirectes. De même, la revalorisation des produits agricoles, jointe à l'espoir d'une récolte qui s'annonce d'autant plus favorable que l'agriculture indigène a reçu, cette année, du Protectorat une aide particulièrement étendue, sous forme de prêts en espèces et en nature, ont rendu possible l'inscription en matière de tertib de prévisions supérieures aux résultats de l'an passé.

Mais, malgré ces éléments favorables, l'équilibre n'aurait pu être obtenu si le Gouvernement français, une fois de plus, n'avait accordé son aide au Maroc.

Afin d'éviter au Protectorat, à l'issue d'une crise agricole qui a particulièrement éprouvé certaines régions du Maroc, de recourir à des augmentations d'impôts ou à la création de taxes nouvelles, la métropole a accepté la mise en surséance de la contribution militaire due par le Maroc en vertu de la loi du 27 avril 1932. Elle a, en outre, bien voulu participer plus directement à l'équilibre budgétaire en acceptant que soit portée en recette l'avance qu'au titre de la loi du 21 août 1920, le Maroc peut demander lorsqu'il est dans l'impossibilité d'assurer intégralement le service des obligations émises pour la construction des lignes de chemins de fer. C'est un concours de 72 millions que la France accorde ainsi au Maroc, auquel s'ajoute l'aide généreuse que, sous des formes diverses, elle a consenti au profit des populations atteintes par la misère.

Telles sont les principales caractéristiques du budget de l'exercice 1938.

Je sollicite de Votre Majesté qu'Elle daigne apposer son sceau sur le dahir que je Lui sou mets.

Rabat, le 17 février 1938.

NOGUÈS.

DAHIR DU 17 FÉVRIER 1938 (16 hija 1356)
portant approbation du budget général de l'Etat
et des budgets annexes pour l'exercice 1938.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Le budget général de l'Etat et les budgets annexes sont fixés en recettes et en dépenses, pour l'exercice 1938, conformément aux tableaux annexés au présent dahir.

ART. 2. — Nous ordonnons, en conséquence, à Nos serviteurs intègres, les ministres, gouverneurs et caïds de prendre les mesures prescrites pour l'exécution de ces budgets.

ART. 3. — Nous ouvrons aux chefs de service du Protectorat les crédits nécessaires à cette exécution.

Fait à Rabat, le 16 hija 1356,
(17 février 1938).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 février 1938.

Le Commissaire résident général,
NOGUÈS.

* * *

BUDGET GÉNÉRAL DU PROTECTORAT
pour l'exercice 1938.

Equilibré

	1 ^{re} PARTIE	2 ^e PARTIE	3 ^e PARTIE
	Budget ordinaire	Emprunts	Recettes et dépenses avec affectation spéciale
Recettes	1.068.706.270	"	33.533.885
Dépenses	1.068.634.230	"	33.533.885
Excédent des recettes sur les dépenses	72.040	"	"

RÉSUMÉ DES RECETTES

PREMIÈRE PARTIE

Recettes ordinaires

CHAPITRE 1 ^{er} . — Impôts directs et taxes assimilées		190.260.000
— 2. — Droits de douane		182.020.000
— 3. — Impôts indirects		306.500.000
— 4. — Droits d'enregistrement et de timbre		50.500.000
— 5. — Produits et revenus du domaine		20.100.000

— 6. — Produits des monopoles et exploitations	120.790.000
— 7. — Produits divers	57.425.000
— 8. — Recettes d'ordre	104.711.270
— 9. — Recettes exceptionnelles ..	36.400.000

TOTAL des recettes de la première partie. 1.068.706.270

DEUXIÈME PARTIE

Recettes sur fonds d'emprunt

Première section. — Emprunt 1914-1918.

Prélèvement sur le compte « Réalisation des fonds de l'emprunt 1914-1918 » .. mémoire

Deuxième section. — Emprunt 1920.

Prélèvement sur le compte « Réalisation des fonds de l'emprunt 1920 » .. mémoire

Troisième section. — Emprunt 1928.

Prélèvement sur le compte « Réalisation des fonds de l'emprunt 1928 » .. mémoire

Quatrième section. — Emprunt 1932-1938.

Prélèvement sur le compte « Réalisation des fonds de l'emprunt 1932-1938 » .. mémoire

Cinquième section. — Emprunt contracté auprès de la caisse des dépôts et consignations .. mémoire

Sixième section. — Emprunt 1933 (chemins de fer)

Prélèvement sur le compte « Réalisation des fonds de l'emprunt 1933 (chemins de fer) » .. mémoire

Septième section. — Emprunt 1934 (chemins de fer)

Prélèvement sur le compte « Réalisation des fonds de l'emprunt 1934 (chemins de fer) » .. mémoire

Huitième section. — Emprunt 1937 (chemins de fer)

Prélèvement sur le compte « Réalisation des fonds de l'emprunt 1937 (chemins de fer) » .. mémoire

TOTAL des recettes de la deuxième partie. mémoire

TROISIÈME PARTIE

Recettes avec affectation spéciale autres que les fonds d'emprunt.

Première section. — Prélèvement sur le fonds de réserve pour travaux et dépenses d'intérêt général .. »
 Contribution de la métropole pour travaux destinés à lutter contre le chômage .. »

Prélèvement sur l'avance remboursable consentie par la métropole pour venir en aide aux populations nécessiteuses du Sud .. 30.000.000
 Deuxième section. — Recettes diverses 3.533.885

TOTAL des recettes de la troisième partie. 33.533.885

RÉCAPITULATION

Recettes de la première partie .. 1.068.706.270
 Recettes de la deuxième partie .. mémoire
 Recettes de la troisième partie .. 33.533.885

RÉSUMÉ DES DÉPENSES

PREMIÈRE PARTIE

Dépenses sur ressources ordinaires

Première section. — Dette publique et liste civile.

1. Dette publique .. 318.401.650
 2. Liste civile .. 10.288.370
 3. Garde noire de S. M. le Sultan (personnel) .. 2.737.780
 4. Garde noire de S. M. le Sultan (matériel et dépenses diverses) .. 1.124.770

TOTAL de la première section.... 332.552.570

Deuxième section. — Résidence générale.

5. Résidence générale (personnel) .. 674.990
 6. Résidence générale (matériel) .. 955.500
 7. Cabinet diplomatique, postes consulaires en dehors de la zone française du Maroc (personnel) .. 1.370.090
 8. Cabinet diplomatique, postes consulaires en dehors de la zone française du Maroc (matériel et dépenses diverses) .. 270.700
 9. Cabinet civil (personnel) .. 1.301.420
 10. Cabinet civil (matériel et dépenses diverses) .. 314.300
 11. Cabinet militaire (personnel) .. 321.600
 12. Cabinet militaire (matériel et dépenses diverses) .. 205.100
 13. Fonds de souveraineté. Fonds spéciaux. Subventions à des œuvres diverses. Missions .. 3.736.500
 14. Conseil du Gouvernement .. 407.200

TOTAL de la deuxième section.... 9.557.400

Troisième section. — Secrétariat général du Protectorat.

15. Délégué à la Résidence générale. Secrétariat général du Protectorat. Services administratifs (personnel) .. 1.370.000
 16. Délégué à la Résidence générale. Secrétariat général du Protectorat. Services administratifs (matériel et dépenses diverses) .. 931.600
 17. Service du personnel et des études législatives (personnel) .. 960.220

18. Service du personnel et des études législatives (matériel et dépenses diverses)	178.200
19. Travail et questions sociales (personnel)	1.527.490
20. Travail et questions sociales (matériel et dépenses diverses)	5.764.850
21. Office du Protectorat à Paris (personnel)	385.100
22. Office du Protectorat à Paris (matériel et dépenses diverses)	148.400
23. Frais de recrutement, de rapatriement et de congés des fonctionnaires du Protectorat	9.250.000
24. Frais de passage spéciaux	432.000
25. Transports	10.070.200
TOTAL de la troisième section....	31.018.060

Quatrième section. — *Affaires politiques.*

26. Affaires indigènes (personnel des bureaux administratifs)	11.464.340
27. Affaires indigènes (matériel et dépenses diverses des bureaux administratifs)	5.050.500
28. Affaires indigènes (matériel des régions)	7.047.320
29. Affaires indigènes (matériel et dépenses diverses des centres non constitués en municipalités)	1.091.840
30. École des élèves officiers marocains de Meknès (personnel)	687.920
31. École des élèves officiers marocains de Meknès (matériel et dépenses diverses)	291.530
32. Makhzen et troupes auxiliaires indigènes (personnel)	21.411.520
33. Makhzen et troupes auxiliaires indigènes (matériel et dépenses diverses)	2.031.510
34. Contrôles civils (personnel des bureaux administratifs et de contrôle)	20.881.180
35. Contrôles civils (matériel et dépenses diverses des bureaux administratifs et de contrôle)	4.711.920
36. Contrôles civils (matériel des régions). ..	5.545.020
37. Contrôles civils (matériel et dépenses diverses des centres non constitués en municipalités)	4.118.700
38. Administration municipale (personnel)	2.050.420
39. Administration municipale (matériel et dépenses diverses)	1.985.400
40. Police générale et identification générale (personnel)	31.234.850
41. Police générale et identification générale (matériel et dépenses diverses). ..	2.374.520
42. Administration pénitentiaire (personnel)	5.484.690
43. Administration pénitentiaire (matériel et dépenses diverses)	5.705.400

44. Gendarmerie (personnel)	11.944.800
45. Gendarmerie (matériel et dépenses diverses)	2.628.210
TOTAL de la quatrième section	147.741.590

Cinquième section. — *Affaires chérifiennes.*

46. Affaires chérifiennes (personnel central)	2.570.510
47. Affaires chérifiennes (matériel central et dépenses diverses)	119.400
48. Makhzen chérifien (personnel)	2.835.430
49. Makhzen chérifien (matériel et dépenses diverses)	205.150
50. Justice chérifienne (personnel)	11.280.650
51. Justice chérifienne (matériel et dépenses diverses)	2.511.410
52. Administration chérifienne dans la zone de Tanger (personnel)	1.447.030
53. Administration chérifienne dans la zone de Tanger (matériel et dépenses diverses)	618.340
TOTAL de la cinquième section	21.587.920

Sixième section. — *Justice française.*

54. Justice française (personnel)	17.184.990
55. Justice française (matériel et dépenses diverses)	1.017.010
TOTAL de la sixième section	18.202.000

Septième section. — *Services financiers.*

56. Finances (personnel central)	3.061.120
57. Finances (matériel et dépenses diverses)	16.213.100
58. Budget et comptabilité (personnel) ..	1.993.000
59. Budget et comptabilité (matériel et dépenses diverses)	147.900
60. Contrôle des engagements de dépenses (personnel)	972.730
61. Contrôle des engagements de dépenses (matériel et dépenses diverses). ..	68.060
62. Perceptions (personnel)	9.651.950
63. Perceptions (matériel et dépenses diverses)	15.440.180
64. Impôts directs (personnel)	8.623.740
65. Impôts directs (matériel et dépenses diverses)	1.601.500
66. Enregistrement, domaines et timbre (personnel)	8.316.480
67. Enregistrement, domaines et timbre (matériel et dépenses diverses) ..	4.077.100
68. Douanes et régies (personnel)	23.093.090
69. Douanes et régies (matériel et dépenses diverses)	3.640.480
70. Trésorerie générale (personnel)	4.504.510
71. Trésorerie générale (matériel et dépenses diverses)	277.840
TOTAL de la septième section	101.682.780

Huitième section. — *Travaux publics.*

72. Travaux publics (personnel)	20.935.550
73. Travaux publics (matériel et dépenses diverses)	9.981.530
74. Ponts et chaussées (travaux)	63.191.000

TOTAL de la huitième section 94.108.080

Neuvième section. — *Affaires économiques.*

75. Affaires économiques (personnel central)	1.241.050
76. Affaires économiques (matériel et dépenses diverses)	3.036.600
77. Agriculture et colonisation (personnel)	7.041.010
78. Agriculture et colonisation (matériel et dépenses diverses)	9.063.500
79. Élevage (personnel)	2.813.060
80. Élevage (matériel et dépenses diverses)	2.795.500
81. Commerce et industrie (personnel) ..	1.949.430
82. Commerce et industrie (matériel et dépenses diverses)	2.192.600
Ancien 83. Office chérifien d'exportation (personnel)	"
Ancien 84. Office chérifien d'exportation (matériel et dépenses diverses)	"
83. Conservation de la propriété foncière (personnel)	6.274.470
84. Conservation de la propriété foncière (matériel et dépenses diverses) ..	1.166.380
85. Service topographique (personnel) ..	13.688.270
86. Service topographique (matériel et dépenses diverses)	2.392.500
87. Eaux et forêts (personnel)	11.987.800
88. Eaux et forêts (matériel et dépenses diverses)	3.331.150

TOTAL de la neuvième section 68.973.320

Dixième section. — *Postes, télégraphes, téléphones.*

89. Office des postes, des télégraphes et des téléphones (personnel)	51.293.730
90. Office des postes, des télégraphes et des téléphones (matériel et dépenses diverses)	24.500.000

TOTAL de la dixième section 75.793.730

Onzième section. — *Instruction publique, beaux-arts et antiquités.*

91. Instruction publique (personnel central)	1.916.130
92. Instruction publique (matériel central et dépenses diverses)	1.187.530
93. Instruction publique (bourses, vacations, missions et subventions) ..	4.504.060
94. Bibliothèque générale et archives (personnel)	294.100
95. Bibliothèque générale et archives (matériel et dépenses diverses)	192.450

96. Enseignement supérieur. Institut des hautes études marocaines (personnel)	1.792.640
97. Enseignement supérieur. Institut des hautes études marocaines (matériel et dépenses diverses)	404.810
98. Enseignement européen du second degré (personnel)	23.152.130
99. Enseignement européen du second degré (matériel et dépenses diverses)	1.713.130
100. Enseignement primaire et professionnel français et israélite (personnel) ..	25.253.170
101. Enseignement primaire et professionnel français et israélite (matériel et dépenses diverses)	5.798.250
102. Enseignement secondaire, primaire et professionnel musulman (personnel)	18.576.120
103. Enseignement secondaire, primaire et professionnel musulman (matériel et dépenses diverses)	2.609.550
104. Arts indigènes (personnel)	723.870
105. Arts indigènes (matériel et dépenses diverses)	424.180
106. Institut scientifique (personnel)	1.157.980
107. Institut scientifique (matériel et dépenses diverses)	468.850

TOTAL de la onzième section 90.168.950

Douzième section. — *Santé et hygiène publiques.*

108. Santé et hygiène publiques (personnel central)	2.035.100
109. Santé et hygiène publiques (matériel central et dépenses diverses)	127.250
110. Pharmacie centrale (personnel)	485.260
111. Pharmacie centrale (matériel et dépenses diverses)	7.173.100
112. Hygiène publique. Hospitalisation, traitement et santé maritime (personnel)	13.914.320
113. Hygiène publique. Hospitalisation, traitement et santé maritime (matériel et dépenses diverses)	18.167.000
114. Campagnes prophylactiques	845.800

TOTAL de la douzième section 42.747.830

Treizième section. — *Dépenses diverses.*

115. Dépenses imprévues	2.500.000
Dotation provisionnelle pour aménagement de la rémunération du personnel titulaire et auxiliaire	20.000.000
Dotation provisionnelle pour attribution de l'indemnité spéciale temporaire	12.000.000
116. Dépenses d'exercices clos	"
117. Dépenses d'exercices périmés	"

TOTAL de la treizième section 34.500.000

RÉCAPITULATION

Première section. — <i>Dette publique et liste civile</i>	332.552.570
Deuxième section. — <i>Résidence générale</i> ..	9.557.400
Troisième section. — <i>Secrétariat général du Protectorat</i>	31.018.060
Quatrième section. — <i>Affaires politiques</i> ..	147.741.599
Cinquième section. — <i>Affaires chérifiennes</i> .	21.587.920
Sixième section. — <i>Justice française</i>	18.202.000
Septième section. — <i>Services financiers</i>	101.682.750
Huitième section. — <i>Travaux publics</i>	94.108.050
Neuvième section. — <i>Affaires économiques</i> .	68.973.320
Dixième section. — <i>Postes, télégraphes, téléphones</i>	75.793.730
Onzième section. — <i>Instruction publique, beaux-arts et antiquités</i>	90.168.950
Douzième section. — <i>Santé et hygiène publiques</i>	42.747.830
Treizième section. — <i>Dépenses diverses</i> ..	34.500.000
TOTAL des dépenses de la première partie.	1.068.634.230

DEUXIÈME PARTIE

Dépenses sur fonds d'emprunt

Première section. — <i>Emprunt 1914-1918</i> ...	mémoire
Deuxième section. — <i>Emprunt 1920</i>	mémoire
Troisième section. — <i>Emprunt 1928</i>	mémoire
Quatrième section. — <i>Emprunt 1932-1938</i> .	mémoire
Cinquième section. — <i>Emprunt contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations</i>	mémoire
Sixième section. — <i>Emprunt 1933 (chemins de fer)</i>	mémoire
Septième section. — <i>Emprunt 1934 (chemins de fer)</i>	mémoire
Huitième section. — <i>Emprunt 1937 (chemins de fer)</i>	mémoire

TOTAL des dépenses de la deuxième partie.

TROISIÈME PARTIE

Dépenses sur recettes avec affectation spéciale autres que les fonds d'emprunt.

Première section. — <i>Dépenses imputables sur la contribution de la métropole pour travaux destinés à lutter contre le chômage sur l'avance remboursable destinée à venir en aide aux populations miséreuses du Sud et sur les recettes provenant de prélèvements effectués sur le fonds de réserve</i>	30.000.000
Deuxième section. — <i>Dépenses diverses</i>	3.533.885
TOTAL des dépenses de la troisième partie.	33.533.885

BUDGET ANNEXE DE L'ACONAGE DES PORTS DU SUD pour l'exercice 1938.

Equilibre

Recettes	3.408.000
Dépenses	3.403.250

Excédent des recettes sur les dépenses

4.750

RECETTES

CHAPITRE 1 ^{er} . — Port de Mazagan	1.015.000
CHAPITRE 2. — Port de Mogador	930.000
CHAPITRE 3. — Port d'Agadir	1.463.000
CHAPITRE 4. — Recettes diverses et accidentelles	mémoire
CHAPITRE 5. — Reversements sur les dépenses budgétaires	mémoire
CHAPITRE 6. — Subvention pour déficit d'exploitation	mémoire
CHAPITRE 7. — Prélèvement sur le budget antérieur ou sur le fonds de réserve pour le paiement des dépenses sur exercices clos	mémoire
CHAPITRE 8. — Prélèvement sur le fonds de réserve pour le paiement des dépenses sur exercices périmés	mémoire
CHAPITRE 9. — Report des crédits disponibles à l'exercice précédent relatifs à l'exécution de travaux neufs et à l'achat de matériel de premier établissement.	mémoire
TOTAL des recettes	3.408.000

DÉPENSES

CHAPITRE 1 ^{er} . — Personnel	2.024.620
CHAPITRE 2. — Matériel et dépenses diverses	1.303.630
CHAPITRE 3. — Dépenses imprévues	75.000
CHAPITRE 4. — Dépenses d'exercices clos.	mémoire
CHAPITRE 5. — Dépenses d'exercices périmés	mémoire
TOTAL des dépenses	3.403.250

* * *

BUDGET ANNEXE DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE pour l'exercice 1938.

Equilibre

Recettes	1.680.000
Dépenses	1.677.520

Excédent des recettes sur les dépenses

2.480

RECETTES

CHAPITRE 1 ^{er} . — Produit de la vente et de la publicité du <i>Bulletin officiel</i> du Protectorat.	900.000
CHAPITRE 2. — Produit de l'impression du journal arabe <i>Es Saâda</i> .	180.000
CHAPITRE 3. — Produit de l'impression de publications périodiques diverses	80.000
CHAPITRE 4. — Produit des travaux d'impression exécutés pour le compte des divers services	500.000
CHAPITRE 5. — Produit de la vente d'imprimés divers confectionnés à l'avance ...	20.000
CHAPITRE 6. — Recettes diverses et accidentelles	mémoire
CHAPITRE 7. — Reversements sur les dépenses budgétaires	mémoire
CHAPITRE 8. — Prélèvement sur le budget antérieur ou sur le fonds de réserve pour le paiement des dépenses sur exercices clos	mémoire
CHAPITRE 9. — Prélèvement sur le fonds de réserve pour le paiement des dépenses sur exercices périmés	mémoire
TOTAL des recettes....	1.680.000

DÉPENSES

CHAPITRE 1 ^{er} . — Personnel	1.066.440
CHAPITRE 2. — Matériel et dépenses diverses	504.080
CHAPITRE 3. — Dépenses imprévues	107.000
CHAPITRE 4. — Dépenses d'exercices clos ..	mémoire
CHAPITRE 5. — Dépenses d'exercices périmés	mémoire
TOTAL des dépenses.....	1.677.520

♦ ♦ ♦

BUDGET ANNEXE DU PORT DE CASABLANCA
pour l'exercice 1938.

Equilibre

Recettes	10.750.000
Dépenses	10.665.200

Excédent des recettes sur
les dépenses

84.800

RECETTES

CHAPITRE 1 ^{er} . — Caisse de pilotage	110.000
CHAPITRE 2. — Taxes de port	2.015.000

CHAPITRE 3. — Taxes de débarquement et d'embarquement des combustibles liquides.	600.000
CHAPITRE 4. — Redevances domaniales dans l'enceinte du port.	360.000
CHAPITRE 5. — Part de l'État dans les recettes de la Manutention marocaine	5.585.000
CHAPITRE 6. — Vente de matériel de port réformé appartenant à l'État	20.000
CHAPITRE 7. — Recettes des péages sur voies ferrées normales.	125.000
CHAPITRE 8. — Recettes provenant du fonctionnement de l'outillage	1.830.000
CHAPITRE 9. — Recettes diverses et accidentelles	105.000
CHAPITRE 10. — Reversement sur les dépenses budgétaires	mémoire
CHAPITRE 11. — Prélèvement sur les excédents de recette versés à la troisième partie, 2 ^e section, pour déficit d'exploitation	mémoire
CHAPITRE 12. — Prélèvement sur le budget antérieur ou sur les excédents de recette versés à la troisième partie, 2 ^e section, pour paiement des dépenses d'exercices clos	mémoire
CHAPITRE 13. — Prélèvement sur les excédents de recette versés à la troisième partie, 2 ^e section, pour paiement des dépenses d'exercices périmés ..	mémoire
CHAPITRE 14. — Report des crédits disponibles à l'exercice précédent relatifs à l'exécution de travaux neufs et à l'achat de matériel de premier établissement	mémoire

TOTAL des recettes

10.750.000

DÉPENSES

CHAPITRE 1 ^{er} . — Personnel	1.450.150
CHAPITRE 2. — Matériel et dépenses diverses	8.947.050
CHAPITRE 3. — Dépenses imprévues	268.000
CHAPITRE 4. — Dépenses d'exercices clos.	mémoire
CHAPITRE 5. — Dépenses d'exercices périmés	mémoire
TOTAL des dépenses	10.665.200

DAHIR DU 19 FÉVRIER 1938 (18 hija 1356)
modifiant le dahir du 8 juillet 1937 (29 rebia II 1356) relatif
au règlement des frais et indemnités dus à la suite d'acci-
dents d'automobiles et aux contrats d'assurances de respon-
sabilité civile des propriétaires de véhicules automobiles
sur route.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en
 élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Le quatrième alinéa de l'article 4
 du dahir du 8 juillet 1937 (9 rebia II 1356) relatif au règle-
 ment des frais et indemnités dus à la suite d'accidents d'au-
 tomobiles et aux contrats d'assurances de responsabilité
 civile des propriétaires de véhicules automobiles sur route,
 est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 4. —

« Nonobstant toute clause contraire insérée dans les
 « contrats, l'assureur ne peut réclamer à l'assuré le rem-
 « boursement du prix d'achat des titres, que si ce prix est
 « supérieur au montant disponible de la garantie et seule-
 « ment pour la différence entre la somme ainsi disponible
 « et le prix d'achat. En aucun cas, l'assureur ne peut être
 « tenu de faire l'avance du montant de la valeur d'achat
 « des titres pour la partie excédant la somme garantie. »

ART. 2. — Les paragraphes 2° c) et 3° de l'article 7 du
 dahir précité du 8 juillet 1937 (9 rebia II 1356), sont modi-
 fiés ainsi qu'il suit :

Article 7. —

« 2°

« c) Sur l'état ou l'équipement du véhicule, ou le fait
 « qu'il est accompagné d'une remorque.

« 3° Stipule que les intérêts, les frais de procédure ou
 « autres et les honoraires d'avocats sont compris en partie
 « ou en totalité dans la somme garantie ou sont à la charge
 « totale ou partielle de l'assuré, même dans le cas où l'in-
 « demnité allouée aux victimes ou à leurs ayants droit
 « serait supérieure à la somme garantie ; les intérêts affé-
 « rents à la partie de l'indemnité mise à la charge de l'as-
 « suré, insuffisamment garanti, seront cependant suppor-
 « tés par ce dernier. »

(La suite sans modification.)

Fait à Rabat, le 18 hija 1356,
 (19 février 1938).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 22 février 1938.

Le Ministre plénipotentiaire,
 Délégué à la Résidence générale,
 J. MORIZE.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 19 FÉVRIER 1938

(18 hija 1356)

modifiant l'arrêté viziriel du 8 juillet 1937 (29 rebia II 1356)
instituant un contrôle en matière d'assurance automobile.

LE GRAND VIZIR,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le 4° alinéa de l'article 13 de
 l'arrêté viziriel du 8 juillet 1937 (29 rebia II 1356) insti-
 tuant un contrôle en matière d'assurance automobile, est
 modifié ainsi qu'il suit :

« Article 13. —

« Devront être fournis séparément les renseignements
 ou documents concernant :

« a) L'assurance des véhicules de transports publics de
 « voyageurs ;

« b) L'assurance des véhicules de transports publics
 « ou privés de marchandises ;

« c) L'assurance des véhicules de transports publics
 « mixtes (voyageurs et marchandises) ;

« d) L'assurance des autres véhicules automobiles. »

(La suite sans modification.)

ART. 2. — L'article 17 de l'arrêté viziriel précité du
 8 juillet 1937 (29 rebia II 1356) est modifié et complété
 ainsi qu'il suit :

« Article 17. —

« c) Sont couverts, par l'assureur et à la charge exclu-
 sive de ce dernier, en sus de la somme garantie, les
 intérêts, les frais de procédure ou autres et les honoraires
 d'avocats, même si l'indemnité allouée à la victime ou
 à ses ayants droit est supérieure à la somme garantie ;
 les intérêts afférents à la partie de l'indemnité mise à la
 charge de l'assuré insuffisamment garanti seront cepen-
 dant supportés par ce dernier. »

« g) En cas de cession du véhicule, et par dérogation
 aux prescriptions de l'article 19 de l'arrêté viziriel pré-
 cité du 28 novembre 1934 (20 chaabane 1353), le contrat
 se trouve résilié de plein droit à la date d'immatricula-
 tion du véhicule au service des mines, au nom de son
 nouveau propriétaire, l'assureur ayant la possibilité de
 prévoir qu'à titre d'indemnité le montant de la prime
 versée d'avance lui demeurera acquis pour un semestre
 au plus, le contrat demeurant toutefois en vigueur pour
 les autres véhicules garantis par la police et demeurés
 en la possession de l'assuré. »

« h) Le montant de la garantie des risques de respon-
 sabilité civile ne peut être inférieur à quatre cent mille
 francs (400.000 fr.) par sinistre pour les dommages cor-
 porels aux personnes transportées ou aux tiers. »

(La suite sans modification.)

ART. 3. — L'article 32 du même arrêté est modifié
 ainsi qu'il suit :

« Article 32. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront punies d'une amende de 100 à 1.000 francs et, en cas de récidive, de 500 à 5.000 francs.

« Seront passibles d'une amende de 16 à 100 francs les intermédiaires ainsi que les administrateurs ou directeurs d'entreprises qui auraient proposé ou fait souscrire des polices d'assurances auprès d'entreprises qui n'auraient pas obtenu l'agrément ou auxquelles l'agrément aurait été refusé ou retiré.

« Toute déclaration ou dissimulation frauduleuse soit dans les comptes rendus, soit dans tous les autres documents présentés soit au ministre du travail, à Paris, soit au secrétaire général du Protectorat, ou portés à la connaissance du public, sera punie des peines prévues par l'article 405 du code pénal.

« Seront passibles des peines prévues à l'alinéa qui précède, les personnes qui auront délivré les attestations prévues au § 1° de l'article 30 ci-dessus, lorsque le transporteur n'a pas souscrit une assurance dans les conditions stipulées par la réglementation de l'exercice de sa profession ou lorsque le montant de la garantie prévue au contrat est inférieur au montant de la garantie mentionné dans l'attestation.

« Les jugements ainsi prononcés devront être publiés, aux frais des condamnés ou des entreprises civilement responsables, dans le *Bulletin officiel* et dans trois autres journaux au moins désignés par le tribunal, dont deux publiés en zone française. »

ART. 4. — Si un contrat souscrit à compter du 1^{er} mars 1938, limite la garantie des risques prévus à l'article 3 ci-dessus à une somme inférieure à quatre cent mille francs (400.000 fr.), l'assureur sera, le cas échéant, et nonobstant toute clause contraire, tenu de supporter jusqu'à concurrence de quatre cent mille francs (400.000 fr.) les frais et indemnités résultant d'accidents dont l'assuré sera rendu responsable.

ART. 5. — Pour tout contrat d'assurance de risques de responsabilité civile des propriétaires de véhicules automobiles souscrit avant le 1^{er} mars 1938, l'assureur sera tenu de supporter, le cas échéant, jusqu'à concurrence de quatre cent mille francs (400.000 fr.) les frais et indemnités résultant d'accidents dont l'assuré sera rendu responsable. Cette mesure prendra effet pour chaque contrat à compter de la date à laquelle la première prime venant à échéance après le 1^{er} mars 1938 sera exigible, et, au plus tard, le 28 février 1939, et uniquement pour les accidents survenus à compter de ladite date d'échéance de la prime. A partir de cette même date et par modification aux conditions prévues au contrat, l'assuré sera tenu de verser à l'assureur une prime

calculée d'après les tarifs appliqués par l'assureur en zone française de l'Empire chérifien, à la date d'échéance de cette prime.

*Fait à Rabat, le 18 hija 1356,
(19 février 1938).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 22 février 1938.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. MORIZE.*

TEXTES ET MESURES D'EXÉCUTION

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 3 JANVIER 1938

(30 chaoual 1356)

homologuant les opérations de la commission d'enquête relatives à la reconnaissance des droits d'eau sur les aïoun Aman Syernine, Bouazza, Bou Chermou, Kseb et Mrime (contrôle civil d'El-Hajeb).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 1^{er} juillet 1914 (7 chaabane 1332) sur le domaine public, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 1^{er} août 1925 (11 moharrem 1344) sur le régime des eaux, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} août 1925 (11 moharrem 1344) relatif à l'application du dahir susvisé du 1^{er} août 1925 (11 moharrem 1344), et les arrêtés viziriels qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dossier de l'enquête ouverte, du 8 juin au 8 juillet 1936, dans la circonscription de contrôle civil d'El-Hajeb ;

Vu les procès-verbaux de la commission d'enquête, en date des 4 et 18 juin 1937 ;

Sur la proposition du directeur général des travaux publics,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les opérations de la commission d'enquête, relatives à la reconnaissance des droits d'eau sur les aïoun Aman Syernine, Bouazza, Bou Chermou, Kseb et Mrime (contrôle civil d'El-Hajeb), sont homologuées conformément aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté viziriel susvisé du 1^{er} août 1925 (11 moharrem 1344).

ART. 2. — Les droits d'eau sur les aïoun Aman Syernine, Bouazza, Bou Chermou, Kseb et Mrime, sont fixés conformément au tableau ci-après :

PROPRIÉTAIRES	DROITS D'EAU SUR LES AÏOUN Aman Syernine, Bouazza, Bou Chermou, Kseb et Mrime.			OBSERVATIONS
	PAR USAGER	PAR GROUPE D'USAGERS	RÉCAPITULATION	
Domaine public	"	"	11 35 (1)	(1) 4/35, selon l'usage coutumier, 7/35 représentant le débit récupérable par des travaux d'étanchement des séguias existantes.
Caïd Moktar ben Hanimou.....	4/35	4/35		
Mohamed Bou Amijen	16 455			
Achour ben Laoussine	4 455			
Moha ou Saïd	4 455			
Moha Nafia	4 455			
Haddou Nzahra	4 455			
Sidi Mohamed ben Laoussine.....	4 455			
Hippolyte Pesne	8/455			
Joseph Domine	4/455			
Albert Canitrot	4/455	4/35 (2)		(2) Originellement : totalité des droits des Aït Yahia ou Hassine.
TOTAL.....				
Ben Aïssa ben Ilto Haddou	8/1.015			
Laoussine ben Alla	4/1.015			
Ben Naccour ben Ali.....	4/1.015			
Allal Metarçi	4/1.015			
Ghazi ben Taleb	4/1.015			
Hamza ben Raho	4/1.015			
Mohamed bel Ghazi el Khemimech.	2/1.015			
Hippolyte Pesne	12/1.015			
Albert Canitrot	70/1.015			
Joseph Domine	4/1.015	4/35 (3)		
TOTAL.....				
Zeïd ben Bouazza.....	4/1.015			
Raho ben Mohamed.....	4/1.015			
Haddou Nba Driss	4/1.015			
Mohamed Achkir	4/1.015			
Ali ben Messaoud	4/1.015			
Caïd Moktar ben Hamou.....	4/1.015			
Ben Naccour ben Saïd ou Mohand..	4 1.015			
Sidi Mohamed ben Laoussine.....	4 1.015			
Haïm Youdi	8/1.015			
Mohaould el Caïd Driss.....	4/1.015			
Hippolyte Pesne	36/1.015			
Albert Canitrot.....	12/1.015			
Henri Fauque.....	20/1.015			
Joseph Domine	4/1.015	4/35 (4)		(4) Originellement : totalité des droits des Aït Kessou.
TOTAL.....				
Sidi Mohamed ben Laoussine.....	3/210			
Bel Bachir	1/210			
Djilali Azoumaï	1/210			
Smaïn ben Alla	1/210			
Mimoun ben Abdelkader	1/210			
Youssef ben Allal	1/210			
Mimoun Haddou	1/210			
Smaïn bel Ghazi	1/210			
Ben Naccour ben Ali ou Ichou.....	1/210			

PROPRIÉTAIRES	DROITS D'EAU SUR LES AÏOUN Aman Syernine, Bouazza, Bou Chermou, Ksch et Mrime.			OBSERVATIONS
	PAR USAGER	PAR GROUPE D'USAGERS	RÉCAPITULATION	
Si Brahim Rhamani	1/210			
Hippolyte Pesne	8/210			
Joseph Domine	1/210			
Faradji	1/210			
Henri Serres	1/210			
Henri Fauque.....	1/210			
TOTAL.....		4/35 (5)		(5) Originellement : totalité des droits des Aïl Youssef ou Ali.
Mimoun Naïcha Barhim	4/665			
Larabi Naït ba Affa.....	4/665			
El Moktar ben M'Bark	4/665			
Saïd Irzi	4/665			
Assou Nmhand	4/665			
Aqqa ben Aïssa Brahim	4/665			
Driss ou ba Affa	4/665			
Si Mohamed bel Bachir el Mcknassi.	4/665			
Mimoun Aïcha Brahim	16/665			
Faradji.....	8/665			
Hippolyte Pesne	12/665			
Joseph Domine	4/665			
Albert Canitrol	4/665			
TOTAL.....		4/35 (6)		(6) Originellement : totalité des droits des Aïl Hamza.
TOTAL par groupe d'usagers.			24/35	

ART. 3. — Le directeur général des travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 30 chaoual 1356,
(3 janvier 1938).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 3 janvier 1938.

Le Commissaire résident général,
NOGUÈS.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 7 JANVIER 1938
(5 kaada 1356)

homologuant les opérations de délimitation de l'immeuble domanial dit « Adir du Sultan », situé sur le territoire de la tribu des Haouzia, annexe de Sidi-Ali-d'Azemmour (Mazagan).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejeb 1341) ;

Vu le dahir du 24 mai 1922 (26 ramadan 1340) relatif à l'immatriculation des immeubles domaniaux délimités selon la procédure du dahir précité du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) ;

Vu l'arrêté viziriel du 26 mars 1923 (8 chaabane 1341) ordonnant la délimitation de l'immeuble domanial dit « Adir du Sultan », situé sur le territoire de la tribu des

Haouzia, annexe de Sidi-Ali-d'Azemmour (Doukkala), et fixant la date des opérations au 25 juin 1923 ;

Attendu que la délimitation de l'immeuble précité a été effectuée à la date indiquée, et que toutes les formalités antérieures et postérieures à cette opération, prescrites par les articles 4, 5 et 7 du dahir susvisé du 3 janvier 1916 (26 safar 1334), ont été régulièrement accomplies dans les délais légaux ;

Vu le dossier de l'affaire et, notamment, le procès-verbal, en date du 25 juin 1923, établi par la commission spéciale prévue à l'article 2 du même dahir, qui a procédé aux opérations de délimitation et l'avenant audit procès-verbal, en date du 4 mai 1937, portant exclusion de diverses parcelles du périmètre délimité ;

Vu le certificat, en date du 6 décembre 1937, établi par le conservateur de la propriété foncière de Casablanca, attestant :

1° Qu'aucune immatriculation n'est antérieurement intervenue sur une parcelle comprise dans le périmètre

visé par l'arrêté viziriel susvisé du 26 mars 1923 (S chaabane 1341) ;

2° Qu'aucune opposition à la délimitation dudit immeuble n'a fait l'objet du dépôt d'une réquisition d'immatriculation, dans les conditions et les délais fixés par l'article 6 du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334), autre que celles ci-après désignées :

1° Propriété dite : « Bled ben Dahou I », réq. 6203 C. ;

2° Propriété dite : « Bled ben Dahou II », réq. 6204 C. ;

3° Propriété dite : « Bled ben Dahou III », réq. 6205 C.,

déposées le 3 novembre 1923.

4° Propriété dite : « Blad Hadj Smaïl », réq. 6208 C. ;

5° Propriété dite : « Blad Meriki I », réq. 6209 C. ;

6° Propriété dite : « Blad el Aveli », réq. 6210 C.,

déposées le 5 novembre 1923.

7° Propriété dite : « Bled Meriki II », réq. 6217 C. ;

8° Propriété dite : « Hofrat el Kes Kessou », réq. 6232 C. ;

9° Propriété dite : « Oum Ahesau », réq. 6248 C.,

déposées le 22 novembre 1923.

10° Propriété dite : « Bled Ouaratat Si Salah », réq. 6304 C.,

déposée le 2 janvier 1924.

11° Propriété dite : « Bled Ellougani I », réq. 6388 C. ;

12° Propriété dite : « Bled Ellougani II », réq. 6389 C. ;

13° Propriété dite : « Bled Ellougani III », réq. 6390 C.,

déposées le 13 février 1924.

14° Propriété dite : « Bled el Hossine Elkhadraoui », réq. 6392 C. ;

15° Propriété dite : « Bled Echoufani I », réq. 6393 C. ;

16° Propriété dite : « Bled Echoufani II », réq. 6394 C. ;

17° Propriété dite : « Bled Echoufani III », réq. 6395 C. ;

18° Propriété dite : « Bled Echoufani IV », réq. 6396 C. ;

19° Propriété dite : « Bled Echoufani V », réq. 6397 C. ;

20° Propriété dite : « Bled Si Aïssa I », réq. 6398 C. ;

21° Propriété dite : « Bled Si Aïssa II », réq. 6399 C.,

déposées le 14 février 1924.

22° Propriété dite : « Hofret Reddad », réq. 6414 C.,

déposé le 21 février 1924,

immeubles dont l'immatriculation a été rejetée en totalité ou partiellement en ce qui concerne les parties chevauchant l'immeuble domanial ;

Attendu, au surplus, qu'aucun droit réel immobilier, actuel ou éventuel, n'a été revendiqué pendant les délais légaux ;

Sur la proposition du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont homologuées, conformément aux dispositions de l'article 8 du dahir susvisé du 3 janvier 1916 (26 safar 1334), les opérations de délimitation de l'immeuble domanial dit « Adir du Sultan », situé sur le territoire de la tribu de Haouzia, annexe de Sidi-Ali-d'Azemmour (Mazagan).

ART. 2. — Ledit immeuble qui a une superficie approximative de mille cinq cent seize hectares soixante-dix ares soixante-huit centiares (1.516 ha. 70 a. 68 ca.), se compose de deux parcelles dont les limites sont et demeurent ainsi fixées :

Première parcelle, d'une superficie de 1.439 hectares 92 ares 43 centiares délimitée :

Au nord, de B 1 D. à B 5 D. (en passant par B 2, B 5, B 1 « réq. 6390 », B 4 D. et B 1 (réq. 6248) par la route nationale n° 8 de Casablanca à Mazagan ;

A l'est, de B 5 à B 14 par un chemin d'exploitation desservant l'adir du Sultan à l'intérieur du périmètre délimité ; au delà de ce chemin privé, les propriétés immatriculées sous titres fonciers n°s 18518 C., 1837 C ou D., 2603 C. ou D., 72 D ;

Au sud, de B 14 à un point sis à mi-chemin entre les bornes n°s 31 et 32, le chemin privé mentionné ci-devant ; au delà les propriétés faisant l'objet des réquisitions d'immatriculation n°s 6208 C. et 325 D.

Au point précité la limite traverse la piste de Mazagan aux Ouled Frej et Haouzia puis le rejoint entre B 32 et B 33 et la suit ensuite sensiblement jusqu'à B 37 en passant par les bornes B 33, B 34, B 35 et B 36.

De B 37, la limite rejoint en ligne droite B 39, en passant par B. 5 et B 4 du titre foncier 5255 C. ;

A l'ouest, de B 39 à B 43, le domaine public de l'Etat chérifien (feu de direction de Sidi-M'Sba) ;

De B 43 à B 1 D. (point de départ) chemin d'exploitation déjà mentionné et, au delà, Fatma bent Haj Saïd et consorts et M. Mahine Ernest.

Deuxième parcelle, d'une superficie de 76 hectares 78 ares 23 centiares délimitée :

Au nord, de B 2 à B 3 : l'ancienne piste de Mazagan à Azemmour, la propriété dite « Bled Haj M'Hammed ben Dahou », titre foncier n° 105 D. (bornes 1, 6, 5 et 4) ; la propriété dite : « Zehihif », titre foncier n° 140 D. (bornes 4, 3 et 2) ; à nouveau l'ancienne piste d'Azemmour (bornes 2 et 8 bis) ; la propriété délimitée officiellement par le service des eaux et forêts, sous le nom de « Dunes d'Azemmour à Mazagan », n° 43 D. (bornes 79, 78 et 77) ; de nouveau l'ancienne piste d'Azemmour jusqu'à la borne 3 en passant par les bornes 6, 5 et 4 du titre foncier n° 1686 D. et les bornes 1 et 11 du titre foncier n° 16743 C. ;

Au sud, de B 3 à B 2, la route nationale n° 8 de Casablanca à Mazagan.

Telles au surplus que ces limites sont indiquées par un liséré rose sur le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 5 kaada 1356,
(7 janvier 1938).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 7 janvier 1938.

Le Commissaire résident général,
NOGUES.

ARRÊTE VIZIRIEL DU 13 JANVIER 1938

(11 kaada 1356)

autorisant l'acquisition de trois immeubles habous, sis à Demnat (Marrakech).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 9 juin 1917 (18 chaabane 1335) portant règlement sur la comptabilité publique, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Sur la proposition du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée, en vue de l'agrandissement des bâtiments de la perception de Demnat (Marrakech), l'acquisition au prix de dix mille francs (10.000 fr.), de trois boutiques habous, sises dans ce centre.

ART. 2. — Le chef du service de l'enregistrement, des domaines et du timbre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 11 kaada 1356,
(13 janvier 1938).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 13 janvier 1938.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. MORIZE.*

ARRÊTE VIZIRIEL DU 17 JANVIER 1938

(15 kaada 1356)

déclassant du domaine public cinq parcelles de terrain, sises à Boujad (Atlas central).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 1^{er} juillet 1914 (7 chaabane 1332) sur le domaine public, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 5 novembre 1929 (2 jomada II 1348) fixant les limites du domaine public au souk de Boujad ;

Sur la proposition du directeur général des travaux publics, après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont déclassées du domaine public cinq parcelles de terrain, primitivement utilisées comme emplacement de souks à Boujad, figurées par une teinte jaune sur le plan annexé à l'original du présent arrêté, et d'une superficie respective :

De trente-six ares trente-sept centiares (36 a. 37 ca.), pour la 1^{re} parcelle ;

De vingt-deux ares quarante-neuf centiares (22 a. 49 ca.), pour la 2^e parcelle ;

De quatre ares quarante-quatre centiares (4 a. 44 ca.), pour la 3^e parcelle ;

De deux ares dix-sept centiares (2 a. 17 ca.), pour la 4^e parcelle ;

De soixante-huit centiares (68 ca.), pour la 5^e parcelle.

ART. 2. — Le directeur général des travaux publics et le directeur général des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 15 kaada 1356,
(17 janvier 1938).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 janvier 1938.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. MORIZE.*

ARRÊTE VIZIRIEL DU 17 JANVIER 1938

(15 kaada 1356)

portant résiliation de la vente d'un lot de colonisation (Port-Lyautey).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 11 avril 1932 (4 hija 1350) autorisant la création de lotissements vivriers dans les merjas de l'oued Fouarat et Bir Rami, et la vente des parcelles de terrain domanial constituant ces lotissements ;

Vu le dahir du 18 mai 1932 (12 moharrem 1351) relatif à l'aliénation des lots de colonisation à la suite d'un arrêté de déchéance ou à la requête des créanciers inscrits et au rachat de ces lots par l'Etat, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'acte du 10 décembre 1933 constatant la vente sous condition résolutoire à M. Mennetret, du lot n° 48 du lotissement vivrier du Fouarat ;

Vu l'avis émis par le sous-comité de colonisation, dans sa séance du 14 octobre 1937 ;

Sur la proposition du directeur général des affaires économiques, après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est résiliée l'attribution à M. Mennetret Emile du lot n° 48 du lotissement du Fouarat.

ART. 2. — Ce lot sera vendu par voie d'adjudication aux enchères publiques, dans les conditions prévues par le dahir susvisé du 18 mai 1932 (12 moharrem 1351).

ART. 3. — Le chef du service de l'enregistrement, des domaines et du timbre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 15 kaada 1356,
(17 janvier 1938).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 janvier 1938.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. MORIZE.*

ARRÊTE VIZIRIEL DU 18 JANVIER 1938

(16 kaada 1356)

modifiant la taxe perçue sur la viande « cachir » au profit de la communauté israélite d'Azemmour.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 22 mai 1918 (11 chaabane 1336) portant réorganisation des comités de communautés israélites ;

Vu l'arrêté viziriel du 22 février 1933 (27 chaoual 1351) instituant, au profit de la communauté israélite d'Azemmour, une taxe de 1 franc par kilo de viande « cachir » ;

Sur la proposition du conseiller du Gouvernement chérifien,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le taux de la taxe par kilo de viande « cachir » abattue par les rabbins autorisés par le président de la communauté israélite d'Azemmour, est porté de 1 franc à 1 fr. 25.

ART. 2. — Le pacha de la ville d'Azemmour est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 16 kaada 1356,
(18 janvier 1938).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 janvier 1938.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale.*

J. MORIZE.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 18 JANVIER 1938

(16 kaada 1356)

instituant une taxe sur les vins « cachir » au profit de la communauté israélite d'Azemmour.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 22 mai 1918 (11 chaabane 1336) portant réorganisation des comités de communautés israélites ;

Sur la proposition du conseiller du Gouvernement chérifien,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le comité de la communauté israélite d'Azemmour est autorisé à percevoir, au profit de sa caisse, une taxe de 0 fr. 25 par litre de vin « cachir » fabriqué ou importé à Azemmour et destiné à la consommation de la population israélite de cette ville.

ART. 2. — La fabrication et la vente des vins « cachir » se feront selon les rites religieux et sur l'autorisation des autorités rabbiniques d'Azemmour.

ART. 3. — Le pacha d'Azemmour est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 16 kaada 1356,
(18 janvier 1938).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 janvier 1938.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale.*

J. MORIZE.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 19 JANVIER 1938

(17 kaada 1356)

autorisant l'acquisition d'une parcelle de terrain, sise aux Aït Yazem (Meknès).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 9 juin 1917 (18 chaabane 1335) portant règlement sur la comptabilité publique, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Sur la proposition du directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités, après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée, en vue de la construction d'une école aux Aït Yazem (Meknès), l'acquisition d'une parcelle de terrain d'une superficie de quatre mille mètres carrés (4.000 mq.), à distraire de la propriété dite « Domaine de Mouzegueur », titre foncier n° 272 K, appartenant à M. Marsault, colon aux Aït Yazem, au prix global d'un franc (1 fr.).

ART. 2. — Le chef du service de l'enregistrement, des domaines et du timbre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 17 kaada 1356,
(19 janvier 1938).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 19 janvier 1938.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,*
J. MORIZE.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 19 JANVIER 1938

(17 kaada 1356)

modifiant l'arrêté viziriel du 15 mars 1937 (2 moharrem 1356) autorisant l'acquisition de parcelles de terrain nécessaires à la construction de la route n° 20, de Fès à la Haute-Moulouya, par Sefrou.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 9 juin 1917 (18 chaabane 1335) portant règlement sur la comptabilité publique, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 15 mars 1937 (2 moharrem 1356) autorisant l'acquisition de parcelles de terrain nécessaires à la construction de la route n° 20, de Fès à la Haute-Moulouya, par Sefrou ;

Sur la proposition du directeur général des travaux publics,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} de l'arrêté viziriel susvisé du 15 mars 1937 (2 moharrem 1356) est modifié ainsi qu'il suit, en ce qui concerne la parcelle n° 5 :

Numéros des parcelles	Nombre de parcelles	NOMS DES VENDEURS	SUPERFICIES	PRIX D'ACHAT
5	1	Saïd N'Aït Sidi Saïd.....	13 a. 57 ca.	135 fr. 70

ART. 2. — Le directeur général des travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 17 kaada 1356,
(19 janvier 1938).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 19 janvier 1938.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. MORIZE.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 19 JANVIER 1938

(17 kaada 1356)

portant fixation du minimum de loyer pour l'assiette de la taxe d'habitation de l'année 1938.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 24 février 1930 (25 ramadan 1348) portant réglementation de la taxe d'habitation, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Le minimum de loyer prévu par l'article 3 du dahir susvisé du 24 février 1930 (25 ramadan 1348) est fixé, pour l'année 1938, ainsi qu'il suit :

Oujda : 700 francs pour la ville européenne et 650 francs pour le reste de la ville ; El-Aïoun : 200 francs ; Berguent : 350 francs ; Martimprey-du-Kiss : 400 francs ; Berkane : 500 francs ; Saïdia-plage : 360 francs ; Saïdia-Kasba : 300 francs ; Taza : 800 francs pour la ville européenne et 700 francs pour le reste de la ville ; Guercif : 400 francs ; Taourirt : 300 francs ; Debdou : 150 francs ; Fès : 850 francs pour la ville nouvelle et 700 francs pour le reste de la ville ; Sefrou : 575 francs pour la ville européenne et 350 francs pour le reste de la ville ; Meknès : 950 francs pour la ville nouvelle et 700 francs pour le reste de la ville ; El-Hajeb : 675 francs ; Port-Lyautey : 600 francs pour la ville européenne et 425 francs pour le reste de la ville ; Ouezzane : 500 francs pour la ville européenne et 250 francs pour le reste de la ville ; Souk-el-Arba-du-Rharb : 450 francs ; Petitjean : 550 francs pour les quartiers européens et 375 francs pour le reste du centre ; Mechra-bel-Ksiri : 400 francs ; Sidi-Slimane : 550 francs pour les habitations européennes et 375 francs pour le reste du centre ; Sidi-Yahia-du-Rharb : 400 francs ; Rabat : 800 francs pour la partie située à l'ouest et au sud de la première enceinte et 700 francs pour le reste de la ville ; Salé : 600 francs ; Sidi-Bouknadel : 300 francs ; Khemissèt : 350 francs ; Tiflet : 400 francs ; Rabat-Aviation : 700 francs ; Ain-el-Aouda : 300 francs ; Marchand : 350 francs ; Tedders : 400 francs ; Témara : 400 francs ; Bouznika : 400 francs ; Casablanca : 850 francs pour la partie de la ville située à l'extérieur du périmètre défini par les remparts et le côté ouest du boulevard du 4^e-Zouaves et la place de France et 700 francs pour le reste de la ville ; Fedala : 600

francs pour les quartiers européens et 400 francs pour le reste de la ville ; Ain-Sebaâ : 700 francs ; Bel-Air : 700 francs ; l'Oasis : 700 francs ; Beauséjour : 700 francs ; Ain-Diab : 700 francs ; Settat : 500 francs pour les habitations européennes et 350 francs pour les autres habitations ; Berrechid : 400 francs ; Boucheron : 300 francs ; Boulhaut : 400 francs ; Khouribga : 450 francs ; Benahmed : 400 francs ; Oued-Zem : 400 francs ; Kasba-Tadla : 400 francs ; Mazagan : 500 francs pour les habitations européennes et 300 francs pour les autres habitations ; Azemmour : 300 francs pour les habitations européennes et 200 francs pour les autres habitations ; Bir-Jedid-Chavent : 300 francs ; Sidi-Bennour : 300 francs ; Souk-el-Khemis-des-Zemamra : 200 francs ; Safi : 550 francs pour les habitations européennes et 360 francs pour les autres habitations ; Louis-Gentil : 400 francs ; Marrakech : 750 francs pour le Guéliz et le quartier européen de la médina, tel qu'il est défini par l'arrêté viziriel du 1^{er} septembre 1928 et 500 francs pour le reste de la ville ; Mogador : 400 francs pour les habitations européennes et 300 francs pour les autres habitations ; El-Kelâa-des-Srarhna : 400 francs pour la ville européenne et 200 francs pour le reste de la ville ; Demnat : 200 francs ; Agadir : 600 francs pour la ville européenne et 400 francs pour le reste de la ville.

*Fait à Rabat, le 17 kaada 1356,
(19 janvier 1938).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 19 janvier 1938.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. MORIZE.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 27 JANVIER 1938

(25 kaada 1356)

autorisant l'acquisition d'une parcelle de terrain nécessaire à la construction de la route n° 24, de Fès à Marrakech, par Imouzzèr et Azrou.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 1^{er} juillet 1914 (7 chaabane 1332) sur le domaine public, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 9 juin 1917 (18 chaabane 1335) portant règlement sur la comptabilité publique, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Sur la proposition du directeur général des travaux publics, après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée l'acquisition, au prix de mille sept cent cinquante francs (1.750 fr.), d'une parcelle de terrain, sise en tribu Rehamna, au lieu dit « El Ouidane », d'une superficie de trois hectares cinquante ares (3 ha. 50 a.), appartenant par moitié à Si Smail ben Jilali et à Haj Mohamed.

ART. 2. — Cette parcelle, figurée par une teinte rose sur le plan annexé à l'original du présent arrêté, sera incorporée au domaine public comme emprise de la route n° 24, de Fès à Marrakech, par Imouzzèr et Azrou.

ART. 3. — Le directeur général des travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 25 kaada 1356,
(27 janvier 1938).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 janvier 1938.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. MORIZE.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 27 JANVIER 1938
(25 kaada 1356)

portant déclassement d'une parcelle de terrain du domaine public de la ville de Casablanca, et approuvant une délibération de la commission municipale de cette ville autorisant la vente de ladite parcelle.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 joumada II 1335) sur l'organisation municipale, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 (17 safar 1340) sur le domaine municipal, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1921 (1^{er} joumada I 1340) déterminant le mode de gestion du domaine municipal, modifié par l'arrêté viziriel du 2 février 1931 (13 ramadan 1349) ;

Vu le dahir du 1^{er} juin 1922 (4 chaoual 1340) relatif au statut municipal de la ville de Casablanca, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'avis émis par la commission municipale de la ville de Casablanca, dans sa séance du 4 novembre 1937 ;

Sur la proposition du directeur des affaires politiques, après avis du directeur général des finances et du directeur général des travaux publics,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est déclassée du domaine public de la ville de Casablanca, une parcelle de terrain, sise rue de Marrakech, d'une superficie de trente et un mètres carrés (31 mq.), figurée par une teinte rose sur le plan annexé à l'original du présent arrêté.

ART. 2. — Est approuvée la délibération de la commission municipale de la ville de Casablanca, en date du 4 novembre 1937, autorisant la vente de cette parcelle par voie d'adjudication aux enchères publiques.

ART. 3. — Les autorités locales de la ville de Casablanca sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 25 kaada 1356,
(27 janvier 1938).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 janvier 1938.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. MORIZÉ.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 27 JANVIER 1938
(25 kaada 1356)

portant création de la caisse régionale d'épargne et de crédit indigènes de Meknès.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 13 mai 1937 (2 rebia I 1356) portant création de caisses régionales d'épargne et de crédit indigènes, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 13 mai 1937 (2 rebia I 1356) déterminant les conditions d'application du dahir précité du 13 mai 1937 (2 rebia I 1356) ;

Sur la proposition du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé, dans la région de Meknès, une caisse régionale d'épargne et de crédit indigènes dont le siège social est à Meknès.

ART. 2. — Les limites territoriales de cette caisse sont celles de la région de Meknès, telles qu'elles résultent des dispositions de l'arrêté résidentiel du 20 décembre 1935 modifiant l'arrêté résidentiel du 31 décembre 1932.

ART. 3. — Le directeur général des finances, le directeur des affaires économiques et le directeur des affaires politiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 25 kaada 1356,
(27 janvier 1938).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 janvier 1938.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. MORIZÉ.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 27 JANVIER 1938
(25 kaada 1356)

portant création de la caisse régionale d'épargne et de crédit indigènes de Marrakech.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 13 mai 1937 (2 rebia I 1356) portant création de caisses régionales d'épargne et de crédit indigènes, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 13 mai 1937 (2 rebia I 1356) déterminant les conditions d'application du dahir précité du 13 mai 1937 (2 rebia I 1356) ;

Sur la proposition du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est abrogé l'arrêté viziriel du 15 octobre 1937 (9 chaabane 1356) portant création de la caisse régionale d'épargne et de crédit indigènes de Marrakech.

ART. 2. — Il est créé, dans la région de Marrakech et le territoire de Safi—Mogador, une caisse régionale d'épargne et de crédit indigènes dont le siège social est à Marrakech.

ART. 3. — Les limites territoriales de cette caisse sont celles de la région de Marrakech et du territoire de Safi—Mogador, telles qu'elles résultent des arrêtés résidentiels des 6 juillet 1935, 29 septembre 1935 et 29 décembre 1935.

ART. 4. — Le directeur général des finances, le directeur des affaires économiques et le directeur des affaires politiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 25 kaada 1356,
(27 janvier 1938).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 janvier 1938.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. MORIZE.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 27 JANVIER 1938

(25 kaada 1356)

portant création de la caisse régionale d'épargne et de crédit indigènes de Casablanca.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 13 mai 1937 (2 rebia I 1356) portant création de caisses régionales d'épargne et de crédit indigènes, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 13 mai 1937 (2 rebia I 1356) déterminant les conditions d'application du dahir précité du 13 mai 1937 (2 rebia I 1356) ;

Sur la proposition du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé, dans la région de Casablanca et le territoire de Mazagan, une caisse régionale d'épargne et de crédit indigènes dont le siège social est à Casablanca.

ART. 2. — Les limites territoriales de cette caisse sont celles de la région de Casablanca et du territoire de Mazagan, telles qu'elles résultent des dispositions des arrêtés résidentiels des 29 septembre 1935, 29 septembre 1937 et 4 février 1937.

ART. 3. — Le directeur général des finances, le directeur des affaires économiques et le directeur des affaires politiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 25 kaada 1356,
(27 janvier 1938).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 janvier 1938.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. MORIZE.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 28 JANVIER 1938

(26 kaada 1356)

instituant une taxe sur le vin « cachir » au profit de la communauté israélite de Sidi-Rahal.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 22 mai 1918 (11 chaabane 1336) portant organisation des comités de communautés israélites ;

Vu l'arrêté viziriel du 23 novembre 1937 portant création et organisation du comité de communauté israélite de Sidi-Rahal ;

Sur la proposition du conseiller du Gouvernement chérifien,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le comité de la communauté israélite de Sidi-Rahal est autorisé à percevoir, au profit de sa caisse, une taxe de 0 fr. 25 par litre de vin « cachir » fabriqué ou importé à Sidi-Rahal et destiné à la population israélite de cette ville.

ART. 2. — La fabrication et la vente de ce vin « cachir » se feront selon les rites religieux et sur l'autorisation du président dudit comité.

ART. 3. — Le caïd des Zemrane est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 26 kaada 1356,
(28 janvier 1938).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 28 janvier 1938

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. MORIZE.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 28 JANVIER 1938

(26 kaada 1356)

instituant une taxe sur la viande « cachir » au profit de la communauté israélite de Sidi-Rahal.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 22 mai 1918 (11 chaabane 1336) portant organisation des comités de communautés israélites ;

Vu l'arrêté viziriel du 23 novembre 1937 portant création et organisation du comité de communauté israélite de Sidi-Rahal ;

Sur la proposition du conseiller du Gouvernement chérifien,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le comité de communauté israélite de Sidi-Rahal est autorisé à percevoir, au profit de sa caisse de bienfaisance, une taxe de 0 fr. 25 par kilo de viande « cachir » provenant des bêtes abattues par les rabbins autorisés par le président de la communauté.

ART. 2. — La vente de la viande se fera selon les rites religieux et sur l'autorisation du président dudit comité.

ART. 3. — Le caïd des Zemrane est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 26 kaada 1356,
(28 janvier 1938).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 28 janvier 1938.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. MORIZE.*

ARRÊTE VIZIRIEL DU 21 FÉVRIER 1938

(20 hija 1356)

portant nomination d'un membre de la commission municipale de Meknès.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (13 jourmada II 1335) sur l'organisation municipale, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté, en date du 28 janvier 1938, acceptant la démission offerte par M. Carbuccia de son mandat de commissaire municipal ;

Sur la proposition du directeur des affaires politiques,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — M. Gely Pierre, commerçant, est nommé membre de la commission municipale de la ville de Meknès, en remplacement de M. Carbuccia, démissionnaire.

ART. 2. — Le mandat de M. Gely arrivera à expiration le 31 décembre 1943.

*Fait à Rabat, le 20 hija 1356,
(21 février 1938).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 21 février 1938.

*Le Commissaire résident général,
NOGUÈS.*

ARRÊTE RÉSIDENTIEL

désignant les membres de la commission consultative de l'hôpital civil « Jules Colombani », à Casablanca.

LE COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,
Grand officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 14 janvier 1928 érigeant l'hôpital civil de Casablanca en établissement public et, notamment, son article 3 ;

Vu le dahir du 10 juillet 1931 relatif au fonctionnement et à l'organisation financière des hôpitaux civils érigés en établissements publics et, notamment, son article 9 ;

Vu l'arrêté résidentiel du 28 juillet 1937 fixant la composition de la commission consultative de l'hôpital civil de Casablanca,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont nommés membres de la commission consultative de l'hôpital civil de Casablanca, pour les années 1938 et 1939 :

MM. le contrôleur civil, chef de la région de Casablanca, président ;

Le chef des services municipaux de la ville de Casablanca, vice-président ;

Marill, secrétaire de la chambre de commerce et d'industrie de Casablanca ;

Ducroq, membre de la chambre d'agriculture de Casablanca ;

Parent, délégué du 3^e collège ;

Gros, membre de la commission municipale de Casablanca ;

Valabrègue, membre de la commission municipale de Casablanca ;

Le receveur municipal de la ville de Casablanca, délégué du directeur général des finances ;

L'ingénieur en chef des ponts et chaussées, chef du Sud, délégué du directeur général des travaux publics ;

Blanc, président de l'Union des familles nombreuses françaises de Casablanca ;

Heysch de la Borde, vice-président de la Société française de bienfaisance de Casablanca ;

Blaise, vice-président de la pouponnière de Casablanca ;

Le docteur Lépinay, délégué du corps médical de l'établissement.

Rabat, le 4 février 1938.

NOGUÈS.

ARRÊTÉ RÉSIDENTIEL

désignant les membres de la commission consultative de l'hôpital neuropsychiatrique de Berrechid.

LE COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,
Grand officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 18 mars 1931 érigeant l'hôpital neuropsychiatrique de Berrechid en établissement public, et réglant l'organisation financière de cet établissement et, notamment, son article 3 ;

Vu l'arrêté résidentiel du 4 mars 1935 désignant les membres de la commission consultative de l'hôpital neuropsychiatrique de Berrechid ;

Sur la proposition du directeur de la santé et de l'hygiène publiques, après avis du délégué à la Résidence générale, secrétaire général du Protectorat,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont nommés membres de la commission consultative de l'hôpital neuropsychiatrique de Berrechid, pour une période de deux années, à compter du 1^{er} janvier 1938 :

- MM. le contrôleur civil, chef de l'annexe de contrôle civil de Berrechid ;
- Le chef du bureau de l'assistance ;
- Jomier, chef de bureau, délégué du directeur des affaires politiques ;
- Le médecin-chef de la région de Casablanca ;
- Becquaert, inspecteur principal de comptabilité, délégué du directeur général des finances ;
- L'inspecteur subdivisionnaire des travaux publics à Berrechid, délégué du directeur général des travaux publics.

Rabat, le 4 février 1938.

NOGUÈS.

ARRÊTÉ RÉSIDENTIEL

désignant les membres de la commission consultative de l'hôpital civil d'Agadir.

LE COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,
Grand officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 10 juillet 1931 (23 safar 1350) relatif au fonctionnement et à l'organisation financière des hôpitaux civils érigés en établissements publics et, notamment, son article 9 ;

Vu le dahir du 20 décembre 1933 (2 ramadan 1352) érigeant l'hôpital civil d'Agadir en établissement public et réglant son organisation financière ;

Vu l'arrêté résidentiel du 25 juin 1936 fixant la composition de la commission consultative de l'hôpital civil d'Agadir ;

Sur la proposition du directeur de la santé et de l'hygiène publiques, après avis du délégué à la Résidence générale, secrétaire général du Protectorat,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont nommés membres de la commission consultative de l'hôpital civil d'Agadir, pour une période de deux ans, à partir du 1^{er} janvier 1938 :

- MM. le colonel commandant le territoire d'Agadir, président ;
- Le chef des services municipaux, vice-président ;
- Le médecin-chef de la région de Marrakech, ou son délégué ;
- Le percepteur de la ville d'Agadir, délégué du directeur général des finances ;
- L'ingénieur, chef de la subdivision des travaux publics à Agadir, délégué du directeur général des travaux publics ;
- Damey André, demeurant à Agadir ;
- Reine Marcel, demeurant à Agadir ;
- Si Hommad ben el Yasid ben Ahmed, demeurant à Agadir.

Rabat, le 9 février 1938.

NOGUÈS.

ARRÊTÉ RÉSIDENTIEL

relatif à la réunion des conseils de révision de la classe de 1938.

LE COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,
Grand officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée, modifiée par la loi du 22 janvier 1931 ;

Vu l'instruction ministérielle du 4 décembre 1935 ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 octobre 1937 pour la formation de la classe 1938,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est constitué dans les régions ou territoires civils et militaires de la zone française du Maroc indiqués au tableau ci-après, un conseil de révision composé de la manière suivante :

Le chef de la région ou du territoire, ou son suppléant, président ;

Deux notables français, désignés par les chefs de régions, membres civils ;

Un officier supérieur, désigné par le général adjoint au général commandant en chef, membre militaire.

Les membres du conseil seront convoqués pour l'heure de la réunion du conseil de révision.

Les médecins devant assister le conseil de révision ou composer éventuellement la commission médicale, seront désignés confidentiellement par le général adjoint au général commandant en chef des troupes du Maroc.

ART. 2. — Conformément aux dispositions de la loi du 22 janvier 1931 et de l'instruction ministérielle du 4 décembre 1935, une commission médicale composée de trois médecins sera chargée avant la réunion publique du conseil de révision, et le même jour, de l'examen préalable des

jeunes gens qui en feraient la demande. Toutefois, il ne sera constitué de commission médicale qu'à Casablanca et à Rabat où l'importance du contingent peut justifier la réunion de cette commission.

ART. 3. — Les jeunes gens seront convoqués en personne devant le conseil de révision qui siégera dans la localité la plus rapprochée de leur résidence ou dans celle où les moyens de communication sont le plus favorables, que cette localité se trouve dans leur région ou dans la région voisine.

Par exception à ces dispositions, les jeunes gens de l'annexe de contrôle civil de Berguent et de la circonscription des Beni Guil, où un conseil de révision ne peut se réunir, ainsi que les jeunes gens habitant à plus de 50 kilomètres du lieu de réunion d'un conseil de révision, seront visités en présence, soit du contrôleur civil, soit du chef du cercle, soit du chef du bureau des affaires indigènes, par un médecin militaire désigné, sur la demande de l'autorité intéressée, par le général commandant la division, la subdivision ou le territoire.

Le résultat de cette visite qui sera adressé, avant le 10 avril, directement au commandant du bureau de recrutement de Casablanca, pour homologation par le conseil de révision à la séance de clôture du 5 mai, devra indiquer pour chaque intéressé :

1° Les caractéristiques physiques (taille, poids, périmètre thoracique, indice de robusticité, vision, audition) ;

2° Les antécédents héréditaires et personnels ;

3° Les tares, infirmités ou défauts divers constatés ;

4° Les propositions concernant l'aptitude au service et l'inaptitude à différentes armes ou différents services.

Ces renseignements sont indispensables pour établir la fiche médicale prévue par l'instruction du 25 février 1935 (J. O. du 26 février 1935, page 2405).

Les dispositions prévues pour les « bons en observation » au moment de leur incorporation, pourront être prises à l'égard des jeunes gens visités par l'autorité locale.

Le tableau ci-après indique les lieux, dates et heures des séances du conseil de révision.

LIEUX DE RÉUNION	DATES DES SÉANCES	HEURES DU COMMENCEMENT DE L'EXAMEN DE LA COMMISSION MÉDICALE	HEURES DU COMMENCEMENT DE LA SÉANCE DU CONSEIL DE RÉVISION
Casablanca :			
Ajournés des classes antérieures. Classe 1938, lettres A à Z incluse	10 mars	7 h. 45	8 heures
Classe 1938 : lettres M à Z incluse ; étrangers au Protectorat, indigènes algériens et tunisiens	11 mars	7 h. 45	8 heures
Oued-Zem	14 mars	»	11 heures
Marrakech	15 mars	»	15 heures
Mogador	16 mars	»	15 heures
Safi	17 mars	»	15 heures
Mazagan	18 mars	»	15 heures
Rabat :			
Ajournés des classes antérieures. Classe 1938 : jeunes gens inscrits sur le tableau de recensement de Rabat-ville ..	22 mars	8 h. 45	9 heures
Classe 1938 : jeunes gens autres que ceux inscrits sur le tableau de recensement de Rabat-ville ; étrangers au Protectorat, indigènes algériens et tunisiens	23 mars	8 h. 45	9 heures
Port-Lyautey	24 mars	»	10 heures
Petitjean	25 mars	»	15 heures
Meknès	28 mars	»	9 heures
Fès	29 mars	»	9 heures
Taza	30 mars	»	15 heures
Oujda	1 ^{er} avril	»	9 heures
Berkane	2 avril	»	10 heures
Casablanca : séance spéciale pour les étrangers au Protectorat.	26 avril	»	10 heures
Casablanca : séance de clôture	5 mai	7 h. 45	8 heures

Un représentant des services municipaux, autant que possible le fonctionnaire qui a établi le tableau de recensement, devra assister à la séance du conseil de révision pour donner tous renseignements complémentaires demandés par le président sur les conscrits.

ART. 4. — L'ordre de présentation devant le conseil de révision sera le suivant :

1° Ajournés des classes 1935-B., 1936-A., 1936-B., 1937 ;

2° Jeunes gens formant la classe de 1938 ;

3° Etrangers au Protectorat autorisés à se faire visiter à leur lieu de résidence au Maroc ;

4° Indigènes algériens et tunisiens.

ART. 5. — La police des séances de la commission médicale et du conseil de révision sera assurée par un gradé de la gendarmerie assisté de quatre ou cinq gendarmes avisés par le chef de la région ou du territoire ou l'autorité locale de contrôle civil ou militaire.

ART. 6. — Les jeunes gens seront convoqués au lieu de réunion trente minutes avant l'heure fixée pour la séance du conseil de révision.

Ce délai sera employé par le commandant de recrutement pour donner aux conscrits tous renseignements utiles, leur distribuer le tract prophylactique et la fiche individuelle à utiliser pour la pesée et la mensuration.

Il est expressément recommandé aux jeunes gens de prendre leurs dispositions pour se trouver à l'heure fixée, au lieu des opérations.

Tout homme arrivant en retard ou ne se présentant pas, s'exposerait à se trouver dans l'obligation de se rendre à ses frais à la séance de clôture qui aura lieu le 5 mai à Casablanca ou à effectuer quinze jours de service supplémentaire, s'il était déclaré « Bon absent ».

L'ordre de convocation du modèle 13 de l'instruction du 4 décembre 1935 sera complété par la mention suivante :

« En cas de non présentation, l'intéressé pourra être appelé sous les drapeaux quinze jours avant la date normale de sa fraction de classe. » (Article 19 de la loi de recrutement.)

ART. 7. — Les jeunes gens qui se croient atteints de maladie ou infirmités devront se munir de pièces médicales (certificats, ordonnances du médecin traitant, etc.).

Ces pièces utilisées par le conseil de révision seront immédiatement versées au dossier médical prévu pour chaque conscrit par la loi de finances du 28 février 1933 (art. 72, § 3) qui a fait l'objet du règlement d'administration publique du 23 février 1935 et de l'instruction d'application du 25 février 1935 (*Journal officiel* du 26 février 1935, page 2405).

Ceux de ces jeunes gens qui désireraient ne pas se démunir des dites pièces pourront remettre des copies certifiées conformes par l'autorité municipale ou de contrôle.

ART. 8. — Une session extraordinaire du conseil de révision sera tenue le 25 juillet 1938, à 10 heures, à Casablanca (région civile) pour l'examen des demandes de sursis formulées tardivement par des jeunes gens appelés à être incorporés en septembre ou en octobre 1938.

Les candidats à l'obtention d'un sursis ne seront pas convoqués devant le conseil de révision dont la composition sera réduite comme suit :

Le chef de région, ou son délégué, président ;

Un notable français désigné par le chef de la région, membre civil ;

Un officier supérieur désigné par le général adjoint au général commandant en chef, membre militaire.

ART. 9. — Les chefs de région ou de territoire sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont les dispositions seront portées par leurs soins à la connaissance du public par des insertions dans la presse et des avis affichés aux portes des services municipaux et des bureaux de contrôle civil ou militaire et casernes de gendarmerie.

Rabat, le 19 février 1938.

NOGUÈS.

**ORDRE DU GÉNÉRAL DE DIVISION,
ADJOINT AU GÉNÉRAL
COMMANDANT EN CHEF DES TROUPES DU MAROC,
portant interdiction, dans la zone française de l'Empire
chérifien, de la brochure intitulée « Ettsamrat el Oula ».**

Nous, général de division, adjoint au général commandant en chef des troupes du Maroc, commandant provisoirement lesdites troupes,

Vu l'ordre du 2 août 1914 relatif à l'état de siège ;

Vu l'ordre du 7 février 1920 modifiant l'ordre du 2 août 1914 ;

Vu l'ordre du 25 juillet 1924 relatif aux pouvoirs de l'autorité militaire en matière d'ordre public ;

Vu l'ordre du 23 octobre 1936 modifiant l'ordre du 25 juillet 1924 ;

Considérant que la brochure ayant pour titre *Ettsamrat el Oula* (Premier fruit), publiée en langue arabe par l'imprimerie des Jeunes, 21, avenue Menara, à Tunis, est de nature à entretenir ou à exciter le désordre ;

En l'absence du général, commandant en chef,

ORDONNONS CE QUI SUIT :

L'introduction, l'affichage, l'exposition dans les lieux publics, la vente, la mise en vente et la distribution de la brochure intitulée *Ettsamrat el Oula*, sont interdits dans la zone française de l'Empire chérifien.

Les contrevenants seront poursuivis conformément aux articles 2, 3 et 4 de l'ordre du 2 août 1914, modifié par ceux des 7 février 1920, 25 juillet 1924 et 23 octobre 1936.

Rabat, le 28 janvier 1938.

FRANÇOIS.

Vu pour contreseing :

Rabat, le 29 janvier 1938.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. MORIZE.

**ORDRE DU GÉNÉRAL DE DIVISION,
COMMANDANT EN CHEF DES TROUPES DU MAROC,
portant interdiction, dans la zone française de l'Empire
chérifien, de la publication hebdomadaire du « Maktab
al-Difa-al-Ouatani ».**

Nous, général Noguès, Commissaire résident général de France au Maroc, commandant en chef,

Vu l'ordre du 2 août 1914 relatif à l'état de siège ;

Vu l'ordre du 7 février 1920 modifiant l'ordre du 2 août 1914 ;

Vu l'ordre du 25 juillet 1924 relatif aux pouvoirs de l'autorité militaire en matière d'ordre public :

Vu l'ordre du 23 octobre 1936 modifiant l'ordre du 25 juillet 1924 :

Considérant que la publication hebdomadaire du *Maktab al-Difa-al-Ouatani* (Bureau de défense nationaliste), publiée en langue espagnole, arabe et française à Tétouan, imprimerie El Mahdia, est de nature à entretenir ou à exciter le désordre,

ORDONNONS CE QUI SUIT :

L'introduction, l'affichage, l'exposition dans les lieux publics, la vente, la mise en vente et la distribution de la publication hebdomadaire du *Maktab al-Difa-al-Ouatani*, sont interdits dans la zone française de l'Empire chérifien.

Les contrevenants seront poursuivis conformément aux articles 2, 3 et 4 de l'ordre du 2 août 1914, modifié par ceux des 7 février 1920, 25 juillet 1924 et 23 octobre 1936.

Rabat, le 8 février 1938.

NOGUÈS.

**ORDRE DU GÉNÉRAL DE DIVISION,
COMMANDANT EN CHEF DES TROUPES DU MAROC,
portant interdiction, dans la zone française de l'Empire
chérifien, de la publication mensuelle intitulée « Contre-
Révolution ».**

Nous, général Noguès, Commissaire résident général de France au Maroc, commandant en chef,

Vu l'ordre du 2 août 1914 relatif à l'état de siège ;

Vu l'ordre du 7 février 1920 modifiant l'ordre du 2 août 1914 ;

Vu l'ordre du 25 juillet 1924 relatif aux pouvoirs de l'autorité militaire en matière d'ordre public ;

Vu l'ordre du 23 octobre 1936 modifiant l'ordre du 25 juillet 1924 ;

Considérant que la publication mensuelle ayant pour titre *Contre-Révolution*, revue internationale d'études sociales, publiée en langue française à Genève, est de nature à entretenir ou à exciter le désordre,

ORDONNONS CE QUI SUIT :

L'introduction, l'affichage, l'exposition dans les lieux publics, la vente, la mise en vente et la distribution de la publication mensuelle intitulée *Contre-Révolution*, sont interdits dans la zone française de l'Empire chérifien.

Les contrevenants seront poursuivis conformément aux articles 2, 3 et 4 de l'ordre du 2 août 1914, modifié par ceux des 7 février 1920, 25 juillet 1924 et 23 octobre 1936.

Rabat, le 15 février 1938.

NOGUÈS.

**ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES TRAVAUX PUBLICS
portant ouverture d'une enquête sur le projet
de reconnaissance de diverses pistes de la région de Meknès.**

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 16 avril 1914 relatif aux alignements, plans d'aménagement et d'extension des villes, servitudes et taxes de voirie, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété et, notamment, l'article 1^{er} ;

Vu le projet d'arrêté viziriel portant reconnaissance de diverses pistes de la région de Meknès ;

Vu le plan au 1/100.000^e annexé audit projet ;

Sur la proposition de l'ingénieur en chef de la circonscription du Nord.

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — Une enquête, d'une durée d'un mois, est ouverte, à compter du 21 février 1938, simultanément dans les circonscriptions de contrôle civil de Meknès-banlieue et d'El-Hajeb, sur le projet de reconnaissance de diverses pistes de la région de Meknès.

A cet effet, les dossiers d'enquête sont déposés, du 21 février au 21 mars 1938, dans les bureaux des circonscriptions de contrôle civil de Meknès-banlieue, à Meknès et d'El-Hajeb, à El-Hajeb, où ils pourront être consultés et où des registres d'observations, destinés à recueillir les observations des intéressés, seront ouverts à cet effet.

ART. 2. — L'enquête sera annoncée par des avis en français et en arabe, affichés dans les bureaux des contrôles civils de Meknès-banlieue et d'El-Hajeb, insérés au *Bulletin officiel* et dans les journaux d'annonces légales de la région de Meknès, et publiés dans les douars et marchés du territoire civil de Meknès.

ART. 3. — Après clôture de l'enquête, le contrôleur civil, chef de la circonscription de Meknès-banlieue, et le contrôleur civil, chef de la circonscription d'El-Hajeb, feront retour au directeur général des travaux publics des dossiers d'enquête, accompagnés de leurs avis respectifs et de celui du général, commandant la région de Meknès.

Rabat, le 11 février 1938.

NORMANDIN.

**ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES TRAVAUX PUBLICS
portant limitation de la vitesse des véhicules sur les routes
n° 6, 26, 28, 211, 213, 223 et 304 aux passages à niveau
des lignes à voie de 0.60 de Mechra-bel-Ksiri à Ouezzane
et d'Aïn-Defali à Ourtzarh.**

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 4 décembre 1934 sur la conservation de la voie publique, la police de la circulation et du roulage et, notamment, l'article 4 ;

Vu l'arrêté viziriel du 4 décembre 1934 sur la police de la circulation et du roulage et, notamment, les articles 10 et 61 ;

Considérant que par suite de la mise en circulation de trains de matériel sur les lignes à voie de 0.60 de Mechra-bel-Ksiri à Ouezzane et d'Aïn-Defali à Ourtzarh, il convient de réglementer la circulation aux abords de la traversée de ces lignes par les routes n° 6, 26, 28, 211, 213, 223 et 304 ;

Sur la proposition de l'ingénieur en chef de la circonscription du Nord.

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — Pendant la durée des travaux de dépose de la voie de 0.60, la vitesse des véhicules est limitée à quinze kilomètres à l'heure sur les routes désignées au tableau ci-après, à la traversée des passages à niveau de la voie de 0.60 désignés au même tableau et sur des sections de 150 mètres de part et d'autre de ces passages à niveau.

NUMÉROS DES PASSAGES A NIVEAU	NUMÉROS DES ROUTES	EMPLACEMENT DES PASSAGES (kilométrage de la route)	OBSERVATIONS
1	6 (de Meknès à Souk-el-Arba-du-Rharb)	P.K. 46+300	Kilométrage à partir de Petitjean.
2	26 (de Fès à Ouezzane, par Fès-el-Bali)	P.K. 80+700	Près de l'embranchement de la route n° 304 (de Fès-el-Bali à Boured).
3	id.	P.K. 82+700	En bas de la maison cantonnière de Fès-el-Bali.
4	id.	P.K. 88+000	Pont mixte de 30 mètres à Fès-el-Bali.
5	id.	P.K. 99+650	Pont mixte sur l'Ouerrha à M'Jara.
6	id.	P.K. 149+000	
7	28 (de Meknès à Ouezzane, par le Zegotta et Aïn-Defali).	P.K. 2+050	
8	id.	P.K. 3+300	Tronçon de la route n° 22 d'Aïn-Defali à Ouezzane (kilométrage à partir d'Aïn-Defali).
9	id.	P.K. 4+000	
10	id.	P.K. 8+300	
11	id.	P.K. 10+800	Pont mixte.
12	id.	P.K. 14+530	Pont mixte.
13	211 (de M'Saada à Had-Kourt, par Sidi-Abd-el-Aziz)	P.K. 34+000	
14	213 (de Mechra-bel-Ksiri à Aïn-Defali)	P.K. 17+750	
15	id.	P.K. 21+300	
16	223 (de Mechra-bel-Ksiri à M'Jara, par Kremichèt et Souk-et-Tnine de Jorf-el-Mellah)	P.K. 8+000	
17	id.	P.K. 16+600	Tronçon de la route n° 223 de Souk-et-Tnine de Jorf-el-Mellah à M'Jara (kilométrage à partir de Souk-et-Tnine de Jorf-el-Mellah).
18	id.	P.K. 18+000	
19	id.	P.K. 18+500	
20	id.	P.K. 22+800	
21	id.	P.K. 28+000	
22	id.	P.K. 29+900	
23	id.	P.K. 33+850	
24	304 (de Fès-el-Bali à Boured).	P.K. 8+000	Pont sur l'Ouerrha, dit « pont d'El Arba ».
25	id.	P.K. 10+000	

ART. 2. — Les usagers ne devront s'engager sur ces passages à niveau qu'après s'être assurés qu'aucun train ou machine n'est visible et que l'approche d'aucun train ou machine n'est annoncée.

ART. 3. — Tous ces passages à niveau seront signalés, à 150 mètres de part et d'autre du chemin de fer, par des pancartes.

Aux passages à niveau, désignés à l'article 1^{er} du présent arrêté sous les n°s 1, 2 et 9, le passage des trains sera, en outre, signalé par des gardiens munis d'un drapeau rouge et placés à 50 mètres de part et d'autre de la voie.

Cette signalisation sera faite par les soins et aux frais de l'entrepreneur.

ART. 4. — Les ingénieurs des ponts et chaussées, chefs des arrondissements de Rabat et de Fès, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 16 février 1938.

NORMANDIN.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS

portant limitation de la vitesse des véhicules dans la traversée des chantiers de rechargement et de revêtement à ouvrir sur les routes du 2^e arrondissement du Sud, au cours de l'année 1938.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 4 décembre 1934 sur la conservation de la voie publique, la police de la circulation et du roulage et, notamment, l'article 4 ;

Vu l'arrêté viziriel du 4 décembre 1934 sur la police de la circulation et du roulage et, notamment, les articles 7 et 61 ;

Considérant qu'il est nécessaire de limiter la vitesse des véhicules dans la traversée des chantiers de rechargement et de revêtement à ouvrir, pendant l'année 1938, sur les routes du 2^e arrondissement du Sud ;

Sur la proposition de l'ingénieur en chef de la circonscription du Sud,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Pendant la durée des travaux, la vitesse des véhicules ne devra pas dépasser quinze kilomètres à l'heure dans la traversée des chantiers d'élargissement, de rechargement et de revêtement à ouvrir, pendant l'année 1938, sur les routes désignées ci-après :

NUMERO ET DESIGNATION DE LA ROUTE	POSITION DU CHANTIER		NATURE DES TRAVAUX
	SECTION DE LA ROUTE		
	Origine (P.K.)	Extrémité (P.K.)	
N° 7, de Casablanca à Marrakech.	12,000	20,000	Élargissement. Bitumage. Élargissement et cylindrage.
	73,000	85,000	
	91,000	96,000	
N° 8, de Casablanca à Mazagan.	20,000	26,000	Élargissement.
N° 9, de Mazagan à Marrakech.	22,000	23,000	Élargissement et bitumage. id.
	26,000	30,000	
N° 11, de Mazagan à Mogador.	29,000	30,000	Élargissement et bitumage. id. id.
	56,000	60,000	
	66,000	67,000	
N° 12, de Safi à Marrakech.	50,000	64,000	Bitumage. id. id.
	75,000	78,000	
	90,000	92,700	
N° 13, de Berrechid au Tadla.	42,000	67,000	Bitumage. id. Cylindrage et goudronnage. Empierrement et bitumage.
	85,000	95,000	
	113,000	116,000	
	155,000	158,374	
N° 13 b (accès à Khouribga).	0,000	1,580	Bitumage.
N° 13 c (déviation de la route n° 13 dans le centre de Kasba-Tadla).	155,620	179,600	Exécution du blocage et de l'empierrement de la chaussée neuve. Goudronnage.
	de la route n° 13	de la route n° 24	
N° 22, de Rabat au Tadla.	126,000	154,000	Cylindrage. Bitumage. Goudronnage. Cylindrage.
	154,000	193,000	
	193,000	234,000	
	234,000	252,450	
N° 24, de Fès à Marrakech, par Imouzzèr et Azrou.	190,000	195,100	Empierrement, goudronnage. Bitumage. Goudronnage. id. Cylindrage.
	205,000	206,700	
	209,000	232,000	
	232,000	245,000	
	245,000	272,000	
N° 101, de Fedala à Boulhaut.	10,000	13,000	Élargissement.
N° 102, de Casablanca à Guisser, par Ras-el-Ain.	44,000	53,000	Bitumage. Goudronnage. id. id. Cylindrage.
	53,000	58,000	
	63,000	66,000	
	69,000	72,000	
	72,000	80,000	
N° 104, de Seltat à El-Borouj.	4,000	6,000	Bitumage. id. Cylindrage. Construction et cylindrage.
	11,300	17,000	
	28,900	38,000	
	50,000	67,000	
N° 105, de Seltat à Mazagan, par Boulaouane.	1,000	5,000	Bitumage. id. id. Goudronnage. Bitumage. Cylindrage. Goudronnage.
	8,000	11,000	
	22,000	26,000	
	26,000	31,000	
	31,000	34,000	
	37,300	44,120	
	46,175	47,830	
N° 106, de Casablanca à Khemissèl, par Boulhaut et Marchand.	8,000	13,000	Élargissement.
N° 107, de Fedala à Médiouna.	2,000	12,000	Élargissement.
N° 109, de Casablanca aux Oulad-Saïd, par Foucauld.	6,000	12,000	Élargissement. Bitumage. Goudronnage
	74,000	78,000	
	88,000	99,000	
N° 116, de Seltat à Ras-el-Ain, par Tamdrost.	1,000	7,000	Cylindrage.
N° 119, de Benahmed vers El-Borouj.	15,000	25,500	Bitumage. Bitumage. Cylindrage.
	0,000	1,000	
N° 120, de Safi à Chichaoua, par Souk-es-Sebt.	4,000	10,000	Revêtement. id.
	2,000	14,000	
	24,150	27,150	

NUMERO ET DESIGNATION DE LA ROUTE	POSITION DU CHANTIER		NATURE DES TRAVAUX
	SECTION DE LA ROUTE		
	Origine (P.K.)	Extrémité (P.K.)	
N° 121, de Mazagan à Safi, par Oualidia et le cap Canlin.	86,000	105,000	Cylindrage et revêtement.
	112,900	113,700	Cylindrage.
	124,800	125,200	id.
	125,900	126,900	id.
	129,900	130,250	id.
	132,500	132,900	id.
	133,200	134,800	id.
	135,600	136,800	id.
	138,400	142,000	Revêtement.
N° 125, de Chemaïa à Benguerir, par Louis-Gentil.	0,000	16,000	Revêtement.
N° 126, de Safi à Et-Tnine-Rharbia, par Dar-Sidi-Aïssa.	15,500	41,350	Cylindrage.

Art. 2. — Des panneaux, placés aux extrémités des chantiers par les soins du service des travaux publics, feront connaître, à la fois, la limitation de vitesse prescrite et la date du présent arrêté.

Art. 3. — L'ingénieur des ponts et chaussées, chef du 2^e arrondissement du Sud, à Casablanca, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 10 février 1938.

NORMANDIN.

ARRÊTE DU DIRECTEUR DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES
modifiant l'arrêté du 14 décembre 1937 relatif à la production et au commerce des semences de blé.

LE DIRECTEUR DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 14 octobre 1914 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles, et les dahirs qui l'ont modifié ;

Vu l'arrêté viziriel du 6 décembre 1928 relatif à l'application du dahir susvisé du 14 octobre 1914 ;

Vu l'arrêté viziriel du 25 janvier 1936 instituant des centres de multiplication de semences sélectionnées ;

Vu le dahir du 24 avril 1937 portant création de l'Office chérifien interprofessionnel du blé ;

Vu l'arrêté du directeur des affaires économiques du 14 décembre 1937 relatif à la production et au commerce des blés de semences ;

Vu l'avis émis par le conseil d'administration de l'Office chérifien interprofessionnel du blé, dans sa séance du 27 janvier 1938,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Le deuxième alinéa de l'article 15 de l'arrêté du 14 décembre 1937, susvisé, est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 15. —

« Le règlement des taxes et cotisations sera effectué à la même date pour toutes les quantités reconnues ; toutefois, les blés tendres de semences produits dans les conditions fixées à l'arrêté viziriel du 25 janvier 1936 ou ayant été l'objet d'un certificat de contrôle technique délivré par le centre de recherches agronomiques, sont exonérés du versement de la taxe à la production et de la cotisation au compte des transports. »

Rabat, le 29 janvier 1938.

BILLET.

ARRÊTE DU DIRECTEUR DES EAUX ET FORÊTS
modifiant l'arrêté du 1^{er} février 1937 portant énumération des rivières à salmonides.

LE DIRECTEUR DES EAUX ET FORÊTS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu l'article 1^{er} de l'arrêté viziriel du 14 avril 1922 sur la pêche fluviale, et les arrêtés viziriels qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté du 1^{er} février 1937 portant énumération des rivières à salmonides,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} de l'arrêté susvisé du 1^{er} février 1937 est modifié et complété ainsi qu'il suit :

« Sont classés parmi les rivières dites « à salmonides » les cours d'eau ou parties de cours d'eau suivants :

- « »
- « L'oued Tessaout et ses affluents, des sources à Tachaukcht ;
- « L'oued Larhdar, des sources au confluent de l'oued Rhat ;
- « L'oued Bernat, des sources au confluent de l'oued Larhdar ;
- « L'oued Akhachane (assif Melloul) et ses affluents, des sources au confluent de l'oued El Abid ;
- « L'oued Bou Hellou et ses affluents, des sources au confluent de l'oued Innaouène. »

Art. 2. — L'article 2 du même arrêté est modifié ainsi qu'il suit :

« »

« L'aguelmane de Sidi Ali, l'aguelmane Azizga et tous les lacs et étangs du Moyen-Atlas à l'exception des dans Afourgarh Ifel, « Ifrah, Ahoua de la région de Fès. »

Rabat, le 18 février 1938.

BOUDY.

LISTE DES EXPERTS

habilités à connaître, pour l'année 1938, des contestations relatives à l'origine des marchandises déclarées en douane.

En exécution de l'article 5 de l'arrêté viziriel du 10 janvier 1938 et sur la proposition du directeur des affaires économiques, les personnes dont les noms suivent sont désignées pour remplir les fonctions d'experts en matière de fausse déclaration d'origine des marchandises déclarées en douane pour l'année 1938.

MM. Abdallah ben Omar, place Figari, Oujda ;
 Acker Gaston, négociant « Aux Galeries Françaises », place Général-Henrys, Meknès ;
 Addi L., Safi ;
 Adjiman Joseph, négociant en œufs, avenue Charles-de-Foucauld, Mazagan ;
 Albaret Maurice, rue du Colonel-de-Castrie, Taza ;
 Alberto Pierre, propriétaire, Oujda ;
 Alexandre, négociant, rue du R'bat, Safi ;
 Alexandre Mathieu, négociant en vins, boulevard Moulay-Youssef, Mogador ;
 Alluchon, directeur de la société André fils, 40, rue des Ouled-Ziane, Casablanca ;
 Anfossi Marc, commerçant, rue Bernez-Cambot, Rabat ;
 Allouche Gabriel, colon, Tamelelt Marrakech ;
 Astuto Daniel, pharmacien, place du R'bat, Safi ;
 Ancey Georges, agent de fabrication, 72, boulevard du 4^e Tirailleurs, Fès-ville nouvelle ;
 Archambaud Lucien, primeuriste, place Lyautey, Mazagan ;
 Auboin Alphonse, Tleta-Sidi-bou-Guedra, Safi ;
 Astuto Nonce, pharmacien, place du R'bat, Safi ;
 Aussal, beurres et fromages, 1, rue Colbert, Casablanca ;
 Arrighi Jourdan, industriel, Ounara, par Mogador ;
 Azoulay Sadiâh, marché couvert, Oujda ;
 Baccard Gilbert, négociant en cuirs, place du R'bat, Safi ;
 Baclé Adrien, transports et assurances, place Lyautey, Mazagan ;
 Bailles François, colon-éleveur à Moul-el-Bergui, Moul-el-Bergui, par Safi ;
 Baudin Eugène, minotier, courtier maritime, rue de l'Hôpital-Indigène, Safi ;
 M^{me} Bastide J., colon, Khatazakan, Safi ;
 MM. Beccari Alphonse, avenue de France, Taza ;
 Benayer Israël, courtier, Safi ;
 Benayoun Jacob, 1, rue de Lyon, Port-Lyautey ;
 Bensauâde Elias, agent maritime, 264, rue des Consuls, Rabat ;
 Benyounes Charles, place de France, Oujda ;
 Berdoy Félix, colon, Oulad-Hamida, Safi ;
 Berthel Henri, transitaire, avenue de Champagne, Port-Lyautey ;
 Bessis Mardochee, négociant en laines et céréales, rue de la Mamounia, Rabat ;
 Bestieu C., entrepreneur, dar Debibarh, route d'Aïn-Ckeff, Fès-ville nouvelle ;
 Bensussan Jacob, commerçant en maroquinerie, rue des Consuls, Rabat ;
 Bensussan Isaac, Martimprey-du-Kiss ;
 Benani Ahmed, Taza-ville indigène ;
 Beurrier, Union des docks-silos, rue Blaise-Pascal, Casablanca ;
 Bilotte, propriétaire, Oujda ;
 Bonan, céréaliste, Comptoirs français du Maroc, Casablanca ;
 Boccacio Paul, ingénieur civil des mines, expert près les tribunaux, 1, rue de Tunis, Rabat ;
 Bouissière André, colon-éleveur, Drâa-ben-Chagra, Safi ;
 Bozzi Charles, matériaux de construction, avenue de la République, Meknès ;
 Blache Prosper, rue du Colonel-Giraud, Taza ;
 Boulet, directeur des établissements Vilmorin, Au-Seba, par Casablanca ;
 Bourotte, éleveur, boîte postale n° 148, Casablanca ;
 Bouvard Maurice, primeuriste, colon, Zemamra (Doukkala) ;
 Bouvier Paul, machines agricoles, 125, boulevard Pétain, Casablanca ;
 Boutin Auguste, serrurier, rue de Safi, Rabat ;

Brun Albert, agriculteur, n° 20, rue du Général-Pellé, Rabat ;
 Brindeau, directeur du Musée, rue de l'Avenir, Casablanca ;
 Buisson, Mazagan ;
 Brudo Isaac, négociant en produits divers, place Brudo, Mazagan ;
 Canet Marius, boucher-charcutier, rue Dar-el-Makhzen, Mogador ;
 Carel Jean, industriel, rue Franchet-d'Esperey, Mogador ;
 Cartier Adrien, commerçant, rue Wattier, Mogador ;
 Cartier Charles, commerçant, 5, rue de Belgique, Mogador ;
 Cauvin, tissus, 67, rue de Strasbourg, Casablanca ;
 Candelou Joseph, rue de la Tafna, Oujda ;
 Cano René, rue de Meknès, Oujda ;
 Carbone Nicolas, marchand de meubles, rue Sanguinetti, Mazagan ;
 Caremantant, Sidi-Abdallah, par Oued-Amelil ;
 Cestre Jean, gérant des Olivettes, aux Ait-Ouirir, Marrakech ;
 Coudert François, boulevard Poeymirau, Fès ;
 Chalureau Edouard, négociant, 11, rue d'Oran, Meknès ;
 M^{me} Chapuy Lucie, articles marocains, 108, boulevard El-Alou, Rabat ;
 MM. Chaudières, rue du Commerce, Taza ;
 Chekroun Salomon, commerçant, Martimprey-du-Kiss ;
 Claudot Jules, exploitant de forêts, rue de Savoie, Rabat ;
 Cohen Alfred, derb Serradj, n° 27, Fès-Balha ;
 Collomb Pierre, négociant, route du R'bat, Safi ;
 Cordonnier, directeur des établissements Sarpois, rue de la Vilette, Casablanca ;
 Couchy Joseph, boucher, place de la Douane, Safi ;
 Coussedière Jean, négociant en vins, boulevard Charles-Roux, Mazagan ;
 Coutolle Albert, commerçant, rue Nicolas-Paquet, Mogador ;
 Cornice Léon, maraîcher, rue Colbert, Casablanca ;
 Crampel, céréaliste, Société agricole et commerciale du Maroc, avenue d'Amade, n° 3, Casablanca ;
 Daburon Camille, commerçant, place du R'bat, Safi ;
 Dahmas Marius, propriétaire, Oujda ;
 Damitio, fourreur, rue Bouskoura, Casablanca ;
 Danon Raphaël, négociant, avenue Moulay-Youssef, Safi ;
 Degand, restaurateur, impasse de la Mer, Safi ;
 Delvoie, Marveau, nouveautés, place Lyautey, Mazagan ;
 Delubac Adrien, agriculteur, rue Lavoisier, villa « Les Diablotins », Rabat ;
 Derche Jules-Henry, ébéniste-décorateur, rue Noly, Casablanca ;
 M^{me} veuve Desbois François, rue Lamartinière, Fès-ville nouvelle ;
 MM. de Stuers, Meknès ;
 Djan Haïem, minotier, avenue d'Algérie, Oujda ;
 Dinjean Michel, entrepreneur, avenue de Casablanca, Marrakech ;
 Dolbeau Hubert, métaux, rue Lapérouse, Casablanca ;
 Doucet, Agadir ;
 Duclou Roger, Société métallurgique, avenue de Foucauld, Mazagan ;
 Ducrocq, horticulteur, rue de l'Amiral-Courbet, Casablanca ;
 Duplessis René, négociant en vins, Mazagan ;
 Duprat, clinique vétérinaire, rue du Havre, Casablanca ;
 Dufour Pierre, limonadier, place Brudo, Mazagan ;
 Duprey Raymond, négociant, colon, rue de Sfax, Rabat ;
 Durand Edouard, président du syndicat des maraîchers, immeuble Société marseillaise, rue Hugo-d'Herville, Rabat ;
 Dupuy Simon, avenue de la Gare, Taza ;
 Estève Joseph, rue du Commerce, Taza-ville nouvelle ;
 Elkaïm Gaston, place de France, Oujda ;
 Elzizi Mohamed, rue El-Maouzi, Oujda ;
 Estors Fernand, bois, rue Lamoricière, Casablanca ;
 Escadafal René, conservateur, route Jorf-el-Youdi, Safi ;
 Espinasse, Safi ;
 Escaro Jean, colon-éleveur, Sidi-M'Sahel, Safi ;
 Fargeix Clément, entrepreneur, avenue Alexandre-1^{er}, Mazagan ;
 Faurie Louis, rue Bugeaud, Oujda ;
 Faure Louis, pharmacien, chambre de commerce, avenue du Haouz, Marrakech ;

- Fournier Gustave, matériaux, Meknès ;
 Flandrois Arthur, commerçant, avenue du Haouz, Marrakech ;
 Furney Marcel, rue du Maréchal-Lyautey, Taza-ville nouvelle ;
 Ferise Maurice, rue du Maréchal-Lyautey, Taza-ville nouvelle ;
 Forns Henri, scierie, avenue des Ouled-Delim, Marrakech ;
 Feschet, Pharmacie commerciale, 9, boulevard de la Gare, Casablanca ;
 Ferron Albert, colon, Camp-Christian (Marchand) ;
 Fischerkeller Edmond, laines et céréales, rue de la Mamounia, Rabat ;
 Gambier Charles, route de Sefrou, Fès-ville nouvelle ;
 Garcia, Compagnie algérienne de meunerie, président de l'Association des exportateurs, Casablanca ;
 Gattefosse, chimiste, Ain-Seba ;
 Gavin Antoine, charcutier, marché municipal, Rabat ;
 Gimenez Émile, rue Cavaignac, Oujda ;
 Gimenez François, quincaillier, place Brudo, Mazagan ;
 Geugnon Henri, Carrières marocaines, 39, rue de Saint-Dié, Casablanca ;
 Gibert Toussaint, commerçant, 16, rue d'Angleterre, Mogador ;
 M^{me} Gonzalès Léontine, colon, Loulad, Safi ;
 MM. Goul, cuirs et peaux, route de Camp-Boulhaut, boîte postale n° 562, Casablanca ;
 Gobe Lucien, tailleur-couturier, rue de la Paix, n° 2, Rabat ;
 Gayraud André, marché couvert, Oujda ;
 Grand Ernest, tanneries marocaines, route de Mediouna, Casablanca ;
 Grillot Georges, fonctionnaire, centre des recherches agronomiques, 7, avenue de Temara, Rabat ;
 Guelli Roch, contrôleur de l'aconage, Mazagan ;
 Grivel Jean, boulevard de Martimprey, Oujda ;
 Guenois Paul, commerçant, rue du Lieutenant-Chamand, Mogador ;
 Guigues, exportateur de viandes, 1, rue Colbert, Casablanca ;
 Guillaud Louis, quincaillier, 31, rue Amiral-Courbet, Casablanca ;
 Guirauden Auguste, automobiles, trik El-Koutoubia, Marrakech ;
 Elkaim Isaac, commerçant, rue des Consuls, Rabat ;
 El Hadj Mohamed ben el Hadj Brahim, commerçant, rue des Consuls, Rabat ;
 El Hadj Mohamed ben Mahi, commerçant, souk aux babouches, Rabat ;
 Elzizi Mohamed, rue El-Mazouzi, Oujda ;
 El Hadj Taïbi ben Abdelouahad el Gharbi, commerçant, rue des Consuls, Rabat ;
 Héguy Bernard, fabricant de meubles, rue du Capitaine-Petitjean, Rabat ;
 Henriet Auguste, colon, Fort-Meaux (Marchand) ;
 Houze Adrien, négociant en céréales, avenue Albert-1^{er}, Mazagan ;
 Hernandez Joseph, lotissement Taza-est, Taza-ville nouvelle ;
 Innamorati Oreste, pharmacien, place Brudo, Mazagan ;
 Israël Joseph, export-Import, propriétaire, trik El-Koutoubia, Marrakech-Médina ;
 Jacquety Francis, agent de fabriques, avenue d'Azemmour, Mazagan ;
 Jeannin Paul, huiles minérales, avenue Richard-d'Ivry, Mazagan ;
 Jouet Pierre, colon-éleveur, N'Ga, Safi ;
 Jourda Raymond, textiles, 47, rue de Strasbourg, Casablanca ;
 Koch, ferme des Rosiers, route de Mazagan, Casablanca ;
 Labrousse Henri, commerçant, marché municipal, Rabat ;
 Lafont François, courtier inscrit, avenue du Général-Drude, Casablanca ;
 Lamali B., maître potier, Safi ;
 Laporte Louis, boucher, marché, Mazagan ;
 Laredo Sam, épicier, rue Sanguinetti, Mazagan ;
 Lassus Oscar, courtier, bourse du commerce, Casablanca ;
 Latron Paul, colon, Tamelelt, par Marrakech ;
 Laudensky Eugène, négociant, Oued-Chadâ, Safi ;
 Lautier Émile, négociant en vins, avenue de la Victoire, Mazagan ;
 Lauvrière Robert, colon, Tassoultant (Marrakech) ;
 Lauzet Etienne, commerçant, fruits et primeurs, Rabat ;
 Lavalade Jean, colon, route Souk-el-Had, Safi ;
 Lebault Gaston, 41, rue de l'Aviation-Française, Casablanca ;
 Lebotère Antonin, colon, l'Acouinat, Safi ;
 Lecocq Marcel, colon, boîte postale n° 13, Marrakech-médina ;
 Lecocq Maurice, rue d'Osan, Taza ;
 Le Gall Henri, établissements Chancelle, route Jorf-el-Youdi, Safi ;
 Legier Pierre, mines, Beni-Tadjit ;
 Legrand Jules, colon à Tabourdil (région de Mogador), Mogador ;
 Leménager Clovis, colon, Tassoultant ;
 Levrat Pierre, agent général de la S.O.P.A., quartier du Stade, Mogador ;
 Leynaud, épicier, rue de l'Aviation-Française, Casablanca ;
 Lodenos Maurice, céréales, directeur des docks-silos, avenue Alexandre-1^{er}, Mazagan ;
 M^{me} Lombard Jeanne, alimentation, marché municipal, Rabat ;
 MM. Longarrio Jean, Taza ;
 Lorenzo Jean, fils, rue Maréchal-Lyautey, Taza-ville nouvelle ;
 Lorillon Raymond, minotier, route du Sebt, Safi ;
 Loubiès Guillaume, 17, rue des Jardins-au-Camp, Oujda ;
 Lucioni Jean-Baptiste, négociant, avenue de la Gare, Port-Lyautey ;
 M^{me} Lugat Louise, colon, Sidi-Abderrahman-ben-Messaoud, Safi ;
 MM. Machot Adrien, colon, cuirs, Safi ;
 Mangeard Henri, colon, céréales, rue Pierre-Loti, n° 4, Rabat ;
 Mangin, balais, brosses et emballages, rue de Dijon, Casablanca ;
 Marchai Félix, pharmacien, place Lyautey, Mazagan ;
 Maré, directeur des chaux et ciments, Casablanca ;
 Mari André, pharmacien, place du R'bat, Safi ;
 Marraché Maurice, commerçant en maroquinerie, rue des Consuls, Rabat ;
 Marx Simon, commerçant, marché municipal, Rabat ;
 Maliet Jean, pharmacien, rue Lamartinière (Fès-ville nouvelle) ;
 Martin René, commerçant, « Les Arts marocains », place Souk-el-Rhezal, n° 21, Rabat ;
 Mayer Joseph, rue de Fès, Taza-ville nouvelle ;
 Mariani Paul, rue du Commerce, Taza ;
 Masse, conserveries algéro-marocaines, Roches-Noires, Casablanca ;
 Matheron Aimable, colon, M'Zourhen, Safi ;
 Mayssonier Guy, bois, 99, rue Franchet-d'Esperey, Casablanca ;
 Ménager Honoré, colon, Sidi-Yahia-du-Rharb ;
 Merienne Daniel, alimentation, place du R'bat, Safi ;
 Merme Albert, colon, avenue de Casablanca, Marrakech ;
 Merklein Michel, exportateur de laines, avenue Louis-Earthou, Mazagan ;
 Menier L., fabricant d'emballages, boulevard Lajournade, Casablanca ;
 Meunier Dollus, colon, Mediouna ;
 Michelot André, vins, rue de Savoie, Fès-ville nouvelle ;
 Michollet André, métaux, rue Clemenceau, Casablanca ;
 Michon François, colon, Chichaoua (Marrakech) ;
 Michelot, rue de Savoie, Fès-ville nouvelle ;
 Miège Émile, fonctionnaire, centre de recherches agronomiques, 67, avenue de Temara, Rabat ;
 Mohring Francis, route de Fès, Taza ;
 Monnier Georges, meubles, 125, boulevard de Lorraine, Casablanca ;
 Monzies Jean, colon, Si-Allal-Tazi ;
 Monod Théophile, rue d'Isly, Casablanca ;
 More André, alimentation, place du R'bat, Safi ;
 Moreau Pierre, colon, boîte postale n° 53, Marrakech-médina ;
 Morgat Philippe, hôtelier-restaurateur, place du R'bat, Safi ;
 Morgue, colon, Saint-Jean-de-Fedala, Fedala ;
 Morlot Jean, propriétaire, à Ain-Regada, par Berkane ;
 Moulay Ali, boucher, marché, Mogador ;

Mouillon Joseph, commerçant, rue de la République, Rabat ;
 Nacher Edouard, propriétaire, Oujda ;
 Nacher, Oujda ;
 Nadelar Basile, céréales, bourse de commerce, Casablanca ;
 Nahon Jacob, commerçant, Oujda ;
 Nakam A.-H., négociant en céréales, place Souk-el-Rhezal, Rabat ;
 Nathan Louis, agriculteur, Bas-el-Aïn, par Salé-banlieue ;
 Noury Charles, inspecteur d'agriculture honoraire, villa « Les Grillons », rue Charles-Lebrun, Casablanca ;
 Obadia Mardochée, rue Bugeaud, Oujda ;
 Obadia Moïse, commerçant, Oujda ;
 Ollegini, km. 17, route de Casablanca à Rabat, Ain-Harrouda ;
 Pacaud Gilbert, négociant en cuirs, place du R'bat, Safi ;
 Pacaud René, colon, Dhridbrat, Safi ;
 Pensac, établissements Delory, Roches-Noires, Casablanca ;
 Pariset Joseph, minoterie du Guéliz, Marrakech ;
 Pascalet Jules, Oujda ;
 Pasquet, Mazagan ;
 Peyrouxère Alexandre, colon-éleveur, Loulad, Safi ;
 Pénicaud Georges, éleveur, l'Aouinat, Safi ;
 Penna Charles, négociant, avenue Moulay-Youssef, Safi ;
 Péraire Jean, directeur de « Samexport », Fedala ;
 Péraldi François, crin végétal, avenue de Marrakech, Mazagan ;
 Pétrignani Marc, colon, avenue de la Koutoubia, Marrakech ;
 Pharaoh Henri, charcutier, l'Aouinat, Safi ;
 Piallat Albert, Oued-Amellil, par Taza ;
 Pietri Vincent, colon à Ifri, par Telmest, Mogador ;
 Pillant René, agent d'assurances, rue Hugo-d'Herville, Rabat ;
 Priou Bernard, colon, Sidi-Sliman ;
 Pujol Louis, pharmacien, rue Bugeaud, Oujda ;
 Racat Roger, minotier, moulins de Mazagan, Mazagan ;
 Rat Guillaume, commerçant, rue des Chaouïa, Marrakech ;
 Razon Isidore, négociant, rue des Fondouks, Safi ;
 Revoïn Gaspard, textiles, 142, boulevard de la Gare, Casablanca ;
 Rivière Alexandre, négociant-exportateur, avenue de Marrakech, Mazagan ;
 Roland, droguiste, rue Prom, Casablanca ;
 Rouppert Charles-Henri, Société des agaves d'Agadir, domaine Arhazine, Mogador ;
 Roblin, vétérinaire, 24, rue de Thoïry, villa « La Herbautière », Casablanca ;
 Rousselière Pierre, entrepreneur de travaux publics, rue Verlet-Hanus, Marrakech ;
 Roustau, boissons, rue Chevalier-Bayard, Casablanca ;
 Roux, Ouled-Ameur, Bas-Sebou, par Rabat ;
 Sallenave André, colon, M'Zourhen, Safi ;
 Salvat Pierre, docks-silos coopératifs, bourse du commerce, Casablanca ;
 Sandillon Henri, minotier, rue de la Médina, Mogador ;
 Sargavakian, bois et matériaux de construction, Mazagan ;
 Savel, directeur des Moulins du Maghreb Casablanca ;
 Segaud, restaurateur, impasse de la Mer, Safi ;
 Séguinaud Paul, pharmacien, avenue du Chellah, Rabat ;
 Schuler, sous-directeur aux Magasins modernes, Casablanca ;
 Siere, membre de la chambre de commerce, Casablanca ;
 Semhoun Gabriel, rue du Commerce, Taza ;
 Si Abdelghani el Kebbaï, commerçant, rue des Consuls, Rabat ;
 Si Abdennebi el Raïssi, commerçant, marché municipal, Rabat ;
 Si Ahmed ben Mustapha oua el Hadj, commerçant, rue des Teinturiers, Rabat ;
 Si Driss el Medkouri, commerçant, marché aux grains, Rabat ;
 Si el Moktar Sebia, commerçant, rue des Consuls, Rabat ;
 Si M'Hamed Chihani, commerçant, rue Souïka, Rabat ;
 Simon Jean, primeuriste, Ouled-Slita, par Zemamra (Doukkala) ;
 Si Mohamed ben Abderrahmann Sraïri, commerçant, rue Ouzara, Rabat ;
 Si Mohamed ben Hyoun, commerçant, rue Sidi-Makki, Rabat ;
 Sonsino Raphaël, exportateur d'œufs, avenue de Marrakech, Mazagan ;

Suavet Léon, nouveautés, boulevard Poeymireau, Fès-ville nouvelle ;
 Sultan Isaac, avenue d'Algérie, Oujda ;
 Tabet Léon, moulins Baruk, Rabat ;
 Tarbouriech, fabricant de tapis, n° 1, rue de Tanger, Casablanca ;
 Talmon, directeur de la S.A.P.C.A., Roches-Noires, Casablanca ;
 Tichadou Alexandre, colou, avenue du Général-d'Amade, n° 20, Rabat ;
 Touboul Léon-David, Oujda ;
 Touboul Elie, minotier, boulevard Foch, Oujda ;
 Youaty Elie, rue Bugeaud, Oujda ;
 Thierry, colon, Mazagan ;
 Thouret Henri, propriétaire, Oujda ;
 Trama, président fédéral des patrons boulangers du Maroc, Rabat ;
 Tristani, entrepreneur, Mazagan ;
 Wagner, carrosserie automobile, rond-point d'Amade, Casablanca ;
 Viala François, représentant, boulevard du 4^e-Zouaves, Casablanca ;
 Vernet André, rue Bugeaud, Oujda ;
 Vianet Roger, commerçant, Oujda ;
 Vidal Jean-Baptiste, propriétaire, Oujda ;
 Vignoud Jean, directeur de la maison Templier, boulevard de la Gare, Casablanca ;
 Vilcoq Jean, huileries et savonneries du Maroc, Casablanca ;
 Vinay Georges, menuisier, avenue Alexandre-1^{er}, Mazagan ;
 Wibaux Jacques, assurances, laines, quai de la Tour-Hassan, Rabat.

Les experts repris à la liste ci-dessus peuvent être désignés pour connaître de toutes contestations relatives à l'origine des marchandises déclarées dans n'importe quel bureau de douanes de la zone française du Maroc.

CRÉATIONS D'EMPLOIS

Par arrêté du délégué à la Résidence générale, secrétaire général du Protectorat, en date du 19 février 1938, il est créé à la direction de la sécurité publique (service de la police générale) :

(à compter du 1^{er} janvier 1938)

Transformation d'un emploi de commissaire divisionnaire en un emploi de contrôleur général.

(à compter du 1^{er} février 1938)

- 5 emplois de commissaire de police ;
- 14 emplois d'inspecteur-chef ;
- 4 emplois de secrétaire-adjoint ;
- 10 emplois de brigadier ou inspecteur-sous-chef ;
- 10 emplois de gardien de la paix ou inspecteur titulaire ;
- 15 emplois d'agent de police auxiliaire français ;
- 5 emplois d'agent de police auxiliaire indigène.

Par arrêté du directeur général des finances, en date du 25 janvier 1938, il est créé à la direction générale des finances (personnel central) :

- 1 emploi d'inspecteur de comptabilité ;
- 1 emploi de rédacteur ;
- 1 emploi de contrôleur de comptabilité ;

Par transformation d'un emploi d'inspecteur de comptabilité, un emploi d'inspecteur principal de comptabilité.

NOMINATION

d'un juge suppléant au tribunal rabbinique de Meknès.

Par décision vizirienne en date du 5 février 1938, M. Reby Abraham Revoh, rabbin-délégué de Settat, a été désigné pour remplacer M. Reby Moïse Toledano, juge au tribunal rabbinique de Meknès, récusé dans l'affaire de statut personnel : Moïse Sudry de Abraham contre son épouse Esther Toledano.

Extrait du « Journal officiel » de la République française
du 9 février 1938, page 1604.

DÉCRET

du 6 février 1938 portant application de la loi d'amnistie
du 12 juillet 1937 devant les tribunaux militaires français
du Protectorat du Maroc.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 17 (alinéa 2) de la loi du 12 juillet 1937, portant
amnistie ;

Sur le rapport du ministre de la défense nationale et de la guerre
et du ministre des affaires étrangères,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de la loi du 12 juillet 1937,
portant amnistie, sont applicables devant les tribunaux militaires
français du Protectorat du Maroc, à l'exception des dispositions de
l'article 7, visant les infractions aux articles 205 (§ 1^{er}), 209 et 218
(§ 1^{er} et 2) du code de justice militaire pour l'armée de terre.

Sont également amnistiés, quelle que soit la qualification qui
leur est donnée au Maroc par les dispositions législatives spéciales
qui les y prévoient et répriment, tous faits qui, s'ils étaient commis
en France, se trouveraient couverts par les dispositions de ladite loi.

ART. 2. — Le délai de douze mois prévu à l'article 3 de la loi
du 12 juillet 1937 commencera à courir le jour même de la publica-
tion au *Journal officiel* du présent décret.

ART. 3. — Le ministre de la défense nationale et de la guerre et
le ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui
le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 février 1938.

ALBERT LEBRUN

Par le Président de la République :

Le ministre de la défense nationale
et de la guerre,

EDOUARD DALADIER.

Le ministre des affaires étrangères,
Yvon DELBOS

Extrait du « Journal officiel » de la République française
du 11 février 1938, page 1729.

ARRÊTÉ DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE

accordant un contingent supplémentaire d'œufs de volaille
frais et de légumes frais, originaires de la zone française
de l'Empire chérifien.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,

Vu le décret du 19 juin 1937 fixant les quantités de produits
originaires et importés directement de la zone française de l'Empire
chérifien, à admettre en franchise de droits de douane en France et
en Algérie, du 1^{er} juin 1937 au 31 mai 1938 ;

Sur la proposition du directeur de l'agriculture,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — En application des dispositions de l'article 7
du décret du 19 juin 1937, il est ouvert à l'importation, sur le con-
tingent prenant fin le 31 mai 1938, un contingent supplémentaire
de 15.000 quintaux d'œufs de volaille frais et de 35.000 quintaux de
légumes frais originaires et importés directement de la zone fran-
çaise de l'Empire chérifien.

ART. 2. — Le directeur de l'agriculture est chargé de l'exécution
du présent arrêté.

Fait à Paris, le 10 février 1938.

FERNAND CHAPSAL.

CAUTIONNEMENT

Par arrêté du délégué à la Résidence générale, secrétaire général
du Protectorat, en date du 19 février 1938, la Banque industrielle de
l'Afrique du Nord, dont le siège social est à Paris, 226, boulevard
Saint-Germain, a été autorisée à se porter caution personnelle et soli-
daire des titulaires de marchés de l'Etat marocain ou des munici-
palités, en ce qui concerne le cautionnement définitif, dans les condi-
tions fixées par la circulaire du 16 juin 1930 (*Bulletin officiel* du
Protectorat du 27 juin 1930, p. 770).

RÉSULTATS

de l'examen de sténographie du 15 février 1938.

Ont été admises (ordre de mérite) :

M^{lle} Xavière Casalonga ;

M^{lles} Yvonne Didier,

Geneviève Doerfler,

M^{me} Giscloux,

M^{lle} Françoise Teilhac,

M^{me} Humeau ;

M^{lle} Jeanne Berthier,

M^{me} Yvonne Druet,

M^{lles} Clémentine Alfonsi,

Paulette Haucher,

M^{lle} Paulette Bonniol.

} ex æquo ;

} ex æquo ;

} ex æquo ;

PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES DU PROTECTORAT

MOUVEMENTS DE PERSONNEL DANS LES ADMINISTRATIONS DU PROTECTORAT.

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

Par arrêté du directeur général des finances, en date du 24 jan-
vier 1938, M. ROSSI Jean préposé-chef de 3^e classe des douanes, en
disponibilité pour raisons de santé depuis le 8 août 1937, est réin-
tgré dans les cadres en même qualité, à compter du 1^{er} février 1938.

Par arrêté du chef du service des douanes et régies p.l., en date
du 1^{er} février 1938, M. ALVERNE Louis, préposé-chef de 6^e classe,
recruté le 1^{er} février 1937, est confirmé dans son emploi, après un
an de stage, à compter du 1^{er} février 1938.

* * *

DIRECTION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Par arrêté du directeur de la sécurité publique en date des
22 novembre, 16 décembre 1937, 11 et 28 janvier 1938, sont titu-
larisés et nommés à la 4^e classe de leur grade :

(à compter du 1^{er} octobre 1937)

MM. CONSTAN Lucien-Émile et QUINSAC Antoine, gardiens de la
paix stagiaires.

(à compter du 1^{er} décembre 1937)

MM. FÉDÉRICI Dominique, commissaire de police stagiaire ;
POINOT Adrien et VÉNET Pierre, gardiens de la paix stagiaires ;
PIETRI Vincent et SAGUY Louis, inspecteurs stagiaires.

Par arrêté du sous-directeur, chef du service de la police géné-
rale, en date du 1^{er} septembre 1937, M. CARBONNEL Francis, gardien
de la paix stagiaire, est titularisé et nommé à la 4^e classe de son
grade, à compter du 1^{er} juin 1937.

RECLASSEMENTS

réalisés en application des dispositions des dahirs des 27 décembre 1924, 8 mars, 18 avril 1928 et 25 janvier 1937 attribuant aux agents des services publics des bonifications d'ancienneté au titre des services militaires accomplis par eux.

NOMS ET PRÉNOMS	GRADE ET CLASSE	DATE DE DÉPART	BONIFICATION	MAJORATION
		DE L'ANCIENNETÉ DANS LA CLASSE		
MM. CARBONNEL Francis.....	Gardien de la paix de 4 ^e classe	5 décembre 1935	17 mois 26 jours.	
CONSTAN Lucien-Émile	id.	1 ^{er} avril 1936	15 mois.	
QUINSAC Antoine	Gardien de la paix de 2 ^e classe	3 avril 1936	46 mois 14 jours.	28 mois 12 jours.
FÉDÉRICI Dominique	Commissaire de 4 ^e classe	1 ^{er} décembre 1934	24 mois.	
POINOT Adrien	Gardien de la paix de 3 ^e classe	10 juillet 1936	36 mois.	7 mois 21 jours.
VENET Pierre	Gardien de la paix de 2 ^e classe	11 novembre 1936	47 mois.	19 mois 17 jours.
PIETRI Vincent	Inspecteur de 4 ^e classe	13 décembre 1936	11 mois 18 jours.	
SAGUY Louis	id.	2 décembre 1936	11 mois 23 jours.	

RADIATION DES CADRES

Par arrêté du chef du service des perceptions et recettes municipales, en date du 27 janvier 1938, M. Louvart André, chef de service de 2^e classe en congé d'expectative de réintégration, est rayé des cadres du service des perceptions à compter du 1^{er} janvier 1938.

Date de l'arrêté viziriel : 8 janvier 1938.
Bénéficiaire : Mohamed ould el Hadj Tayeb.
Grade : ex-chef de makhzen de 2^e classe.
Service : affaires indigènes.
Motif de la radiation des contrôles : invalidité.
Montant de l'allocation annuelle : 1.978 francs.
Jouissance : 1^{er} avril 1937.

CONCESSION D'ALLOCATIONS EXCEPTIONNELLES

Date de l'arrêté viziriel : 8 janvier 1938.
Bénéficiaire : Bouchaïb ben Taïbi.
Grade : ex-chef de makhzen de 2^e classe.
Service : contrôle civil.
Motif de la radiation des contrôles : invalidité.
Montant de l'allocation annuelle : 1.516 francs.
Jouissance : 1^{er} octobre 1937.

Date de l'arrêté viziriel : 8 janvier 1938.
Bénéficiaire : Haouari Ahmed ben Mohamed.
Grade : ex-mokhazeni monté de 3^e classe.
Service : contrôle civil.
Motif de la radiation des contrôles : invalidité.
Montant de l'allocation annuelle : 1.093 francs.
Jouissance : 1^{er} janvier 1938.

Date de l'arrêté viziriel : 8 janvier 1938.
Bénéficiaire : Allal ben Hadj.
Grade : ex-mokhazeni monté de 2^e classe.
Service : affaires indigènes.
Motif de la radiation des contrôles : invalidité.
Montant de l'allocation annuelle : 570 francs.
Jouissance : 1^{er} novembre 1937.

Date de l'arrêté viziriel : 8 janvier 1938.
Bénéficiaire : Hamadi ben Ahmed.
Grade : ex-chef de makhzen de 1^{re} classe.
Service : contrôle civil.
Motif de la radiation des contrôles : invalidité.
Montant de l'allocation annuelle : 2.392 francs.
Jouissance : 1^{er} octobre 1937.

Date de l'arrêté viziriel : 8 janvier 1938.
Bénéficiaire : Zabat Taïeb ben Taïech.
Grade : ex-mokhazeni à pied de 1^{re} classe.
Service : contrôle civil.
Motif de la radiation des contrôles : invalidité.
Montant de l'allocation annuelle : 510 francs.
Jouissance : 1^{er} janvier 1938.

Date de l'arrêté viziriel : 8 janvier 1938.
Bénéficiaire : Ben Daddi ben Othmane.
Grade : ex-mokhazeni à pied de 3^e classe.
Service : contrôle civil.
Motif de la radiation des contrôles : invalidité.
Montant de l'allocation annuelle : 982 francs.
Jouissance : 1^{er} janvier 1938.

Date de l'arrêté viziriel : 8 janvier 1938.
Bénéficiaire : Abdelkader ould Taïeb.
Grade : ex-chef de makhzen de classe personnelle, 3^e catégorie.
Service : contrôle civil.
Motif de la radiation des contrôles : invalidité.
Montant de l'allocation annuelle : 1.420 francs.
Jouissance : 1^{er} janvier 1938.

Date de l'arrêté viziriel : 8 janvier 1938.
Bénéficiaire : Madani ben Yemou ;
Grade : ex-mokhazeni à pied de 3^e classe.
Service : contrôle civil.
Motif de la radiation des contrôles : invalidité.
Montant de l'allocation annuelle : 1.281 francs.
Jouissance : 1^{er} janvier 1938.

Date de l'arrêté viziriel : 8 janvier 1938.
Bénéficiaire : Mostefa ould Ali ;
Grade : ex-mokhazeni monté de 2^e classe personnelle.
Service : contrôle civil.
Motif de la radiation des contrôles : invalidité.
Montant de l'allocation annuelle : 2.125 francs.
Jouissance : 1^{er} janvier 1938.

Date de l'arrêté viziriel : 8 janvier 1938.
Bénéficiaire : Zegnour Miloud ould Larbi.
Grade : mokhazeni monté de 3^e classe.
Service : contrôle civil.
Motif de la radiation des contrôles : invalidité.
Montant de l'allocation annuelle : 1.655 francs.
Jouissance : 1^{er} janvier 1938.

Date de l'arrêté viziriel : 8 janvier 1938.
 Bénéficiaire : Boudlal ould Mohamed.
 Grade : ex-mokhazeni monté de 3^e classe.
 Service : contrôle civil.
 Motif de la radiation des contrôles : invalidité.
 Montant de l'allocation annuelle : 1.591 francs.
 Jouissance : 1^{er} janvier 1938.

Date de l'arrêté viziriel : 8 janvier 1938.
 Bénéficiaire : Mohamed ben Hadia.
 Grade : mokhazeni monté de 1^{re} classe.
 Service : contrôle civil.
 Motif de la radiation des contrôles : invalidité.
 Montant de l'allocation annuelle : 1.797 francs.
 Jouissance : 1^{er} mars 1937.

CONCESSION DE RENTE VIAGÈRE

Date de l'arrêté viziriel : 8 janvier 1938.
 Bénéficiaire : M. Paul Gabriel-Danton.
 Grade : auxiliaire de 8^e catégorie, 1^{re} classe.
 Service : direction de la santé.
 Motif de la radiation des contrôles : invalidité.
 Montant de la rente viagère : 1.655 francs.
 Jouissance : 28 décembre 1937.

CONCESSION D'ALLOCATIONS SPÉCIALES

Date de l'arrêté viziriel : 8 janvier 1938.
 Bénéficiaire : Merzagui Mohamed ould Merzouk.
 Grade : ex-mokhazeni monté de 3^e classe.
 Service : contrôle civil.
 Motif de la radiation des contrôles : ancienneté.
 Montant de l'allocation annuelle : 1.755 francs.
 Jouissance : 1^{er} janvier 1938.

Date de l'arrêté viziriel : 8 janvier 1938.
 Bénéficiaire : Bendonda Larabi ould Ali.
 Grade : mokhazeni à pied de 3^e classe.
 Service : contrôle civil.
 Motif de la radiation des contrôles : ancienneté.
 Montant de l'allocation annuelle : 1.755 francs.
 Jouissance : 1^{er} janvier 1938.

Date de l'arrêté viziriel : 8 janvier 1938.
 Bénéficiaire : Bahih Maamar ould Miloud.
 Grade : ex-mokhazeni monté de 3^e classe.
 Service : contrôle civil.
 Motif de la radiation des contrôles : ancienneté.
 Montant de l'allocation annuelle : 1.755 francs.
 Jouissance : 1^{er} janvier 1938.

Date de l'arrêté viziriel : 8 janvier 1938.
 Bénéficiaire : El Hadj ould Boualem ben Djelloul.
 Grade : ex-mokhazeni à pied de 3^e classe.
 Service : contrôle civil.
 Motif de la radiation des contrôles : ancienneté.
 Montant de l'allocation annuelle : 1.755 francs.
 Jouissance : 1^{er} janvier 1938.

Date de l'arrêté viziriel : 8 janvier 1938.
 Bénéficiaire : Zitouni Ahmed ben Amer.
 Grade : ex-mokhazeni monté de 3^e classe.
 Service : contrôle civil.
 Motif de la radiation des contrôles : ancienneté.
 Montant de l'allocation annuelle : 1.755 francs.
 Jouissance : 1^{er} janvier 1938.

CONCESSION D'ALLOCATION EXCEPTIONNELLE DE RÉVERSION.

Date de l'arrêté viziriel : 8 janvier 1938.
 Bénéficiaire : Saadia bent Abdel Krim el Amarti.
 Ayant droit de : Salem Soussi.
 Grade : pointeur de 2^e classe.
 Service : douanes et régies.
 Date du décès du mari : 8 décembre 1937.
 Montant de l'allocation annuelle : 842 francs.
 Jouissance : 9 décembre 1937.

NOMINATION

dans le service des commandements territoriaux.

Par décision résidentielle en date du 7 février 1938, le chef de bataillon d'Hauteville Roger, placé hors cadres et mis à la disposition du Résident général de France au Maroc par décision ministérielle du 20 janvier 1938 (J.O. du 25), est nommé chef du cercle de Taroudant, en remplacement du lieutenant-colonel Mondet, muté.

MOUVEMENT DANS LES MUNICIPALITÉS

Par arrêté résidentiel en date du 4 février 1938, ont été nommés dans les municipalités, à compter du 16 février 1938 :

Adjoint au chef des services municipaux de Mazagan

M. VAUTIER Lucien, sous-chef de bureau de 1^{re} classe.

Adjoint au chef des services municipaux de Port-Lyautey

M. de TRÉMAUDAN Louis, sous-chef de bureau de 1^{re} classe.

Adjoints au chef des services municipaux de Fès

MM. SABLAYROLLES Louis, sous-chef de bureau de 2^e classe ;
 BERQUE Jacques, contrôleur civil suppléant de 4^e classe.

Adjoint au chef des services municipaux de Saji

M. JACOB Raymond, sous-chef de bureau de 2^e classe.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS DE CONCOURS

Un concours pour le recrutement de cinq adjoints stagiaires de contrôle du service du contrôle civil aura lieu à partir du mardi 24 mai 1938.

Les épreuves écrites auront lieu simultanément à Rabat et à Alger. Les épreuves orales se dérouleront exclusivement à Rabat. Deux des emplois mis au concours sont réservés aux candidats mutilés ou, à défaut, à certains anciens combattants ou aux orphelins de guerre.

Les adjoints de contrôle, fonctionnaires d'autorité, appartenant au service actif, sont affectés dans les circonscriptions de contrôle civil et y secondent les agents du corps du contrôle civil dans leur tâche politique, administrative et judiciaire.

Les traitements de base des adjoints de contrôle s'échelonnent de 12.000 (adjoints stagiaires) à 39.000 francs (adjoints principaux hors classe).

Les adjoints de contrôle perçoivent, en sus de leur traitement, une majoration marocaine de 38 % et une indemnité de fonctions de 2.700 francs.

Les inscriptions seront reçues à la direction des affaires politiques (service du contrôle civil) à Rabat, jusqu'au 24 avril 1938, dernier délai.

Diplômes exigés :

Sont seuls autorisés à prendre part aux épreuves du concours les candidats citoyens français, justifiant du diplôme de bachelier de l'enseignement secondaire ou du brevet supérieur de l'enseignement primaire ou du certificat d'études juridiques et administratives délivré par l'Institut des hautes études marocaines, ou du certificat de capacité en droit, ou du diplôme de l'École des langues orientales vivantes (langue arabe ou dialectes berbères).

Tous renseignements concernant les conditions d'admission au concours et le programme des épreuves seront fournis par le service du contrôle civil aux candidats qui en feront la demande.

AVIS DE CONCOURS concernant une administration métropolitaine.

CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

Concours pour l'emploi de secrétaire rédacteur et comptable
du 17 mars 1938

Nombre de places mises au concours : 4.

Les femmes ne pourront être admises à prendre part à ce concours que si elles font déjà partie du personnel permanent ou auxiliaire de la caisse nationale de crédit agricole et remplissent les conditions fixées ci-dessous (alinéas 2°, 3° et 4°).

Conditions pour être admis à concourir :

- 1° Avoir satisfait à la loi sur le recrutement de l'armée en ce qui concerne le service actif en temps de paix ;
- 2° Avoir vingt ans au moins et n'avoir pas dépassé trente ans au 1^{er} janvier 1938.

Cette limite d'âge est reculée d'un temps égal à la durée des services antérieurs civils ou militaires ouvrant des droits à la retraite dans les conditions de la loi du 14 avril 1924, calculée au jour de l'ouverture du concours.

Les agents en fonctions à la caisse nationale de crédit agricole, âgés de plus de trente ans, titulaires d'un des titres ou diplômes énumérés ci-dessous, pourront toutefois être admis à concourir s'ils comptent au moins six mois de services à la caisse nationale de crédit agricole au 1^{er} janvier 1938 et si leur candidature est proposée par leur chef de service ;

3° Justifier de la qualité de français ;

4° Produire l'un des titres suivants : licencié en droit, ès lettres ou ès sciences, diplôme d'ingénieur agronome ou d'ingénieur agricole ; certificat d'admission à l'École polytechnique, à l'École normale supérieure, à l'École centrale des arts et manufactures, à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr, à une école nationale des arts et métiers ; diplôme de fin d'études de l'École des sciences politiques, de l'École des hautes études commerciales, diplôme de bachelier, brevet supérieur, diplôme de fin d'études des écoles supérieures de commerce, certificat d'admission aux emplois de rédacteur ou d'inspecteur d'une administration de l'État, de la Banque de France ou du Crédit foncier de France ; ou justifier de cinq ans de fonctions dans un établissement de crédit, une charge d'agent de change, une étude de notaire ou d'avoué, une institution de crédit mutuel, de mutualité et de coopération, ou produire le certificat spécial de fin d'études de la section d'application de la mutualité et de la coopération agricoles.

Les candidatures doivent être adressées sur papier timbré à la caisse nationale de crédit agricole, 5, rue Casimir-Périer, Paris (7^e), avant le 1^{er} mars 1938.

MODIFICATIF

à l'instruction concernant l'emploi des avions sanitaires de l'armée de l'air pour l'évacuation des malades ou blessés au Maroc.

(B. O. n° 1188, du 2 août 1935, page 882).

Le titre III de l'instruction est modifié ainsi qu'il suit :

III

« Bases aériennes possédant les moyens permettant
« les évacuations en avion.

« Meknès, Marrakech, Fès, Casablanca, Agadir.

« Les demandes d'évacuation formulées par les autorités indiquées au tableau du titre II ci-dessus, doivent être adressées aux commandants d'armes des bases aériennes de :

« Meknès, pour les subdivisions de Meknès et de l'Atlas central ;

« Marrakech, pour les subdivisions de Marrakech et de Ouarzazate ;

« Fès, pour les subdivisions de Fès, Taza, Oujda et commandement militaire du Tafilalet ;

« Casablanca, pour la subdivision autonome de Casablanca ;

« Agadir, pour la subdivision d'Agadir et le territoire des confins algéro-marocains. »

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

Service des perceptions et recettes municipales

Avis de mise en recouvrement de rôles d'impôts directs

Les contribuables sont informés que les rôles mentionnés ci-dessous sont mis en recouvrement aux dates qui figurent en regard et sont déposés dans les bureaux de perception intéressés.

LE 21 FÉVRIER 1938. — Patentes : Berrechid (3^e émission 1936) ; Khouribga (2^e émission 1936) ; Oujda (9^e émission 1936) ; contrôle civil d'Oujda (2^e émission 1937).

Taxe urbaine : Mazagan (2^e émission 1936 et 2^e émission 1937).

Patentes et taxe d'habitation : Seltat (5^e émission 1936).

LE 23 FÉVRIER 1938. — Patentes et taxe d'habitation : Fès-ville nouvelle (2^e émission 1937).

Patentes 1938 : Casablanca-centre (émission spéciale des consignataires et des consignataires de navires américains) ; Casablanca-nord (consignataires étrangers) ; Casablanca-ouest (consignataires) ; Fedala (consignataires étrangers et domaine public maritime).

Patentes : Rabat-nord (6^e émission 1936).

Rabat, le 19 février 1938.

Le chef du service des perceptions
et recettes municipales,
PIALAS.

RELEVÉ DES MARCHANDISES D'ORIGINE ALGERIENNE
importées au bénéfice du régime préférentiel institué par le dahir du 30 juin 1937, en faveur du trafic frontalier
algéro-marocain, pendant le mois de janvier 1938.

ESPECES DES PRODUITS	UNITES	MOIS COURANT		ANTÉRIEURS		TOTAL GENERAL	
		Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs
Chevaux, juments, poulains	Têtes	3	3.400	8	6.810	11	10.210
Mules et mulets	"	4	4.100	6	6.000	10	10.100
Anes et anesses	"	"	"	3	300	3	300
Béliers, brebis, moutons, agneaux	"	"	"	10	600	10	600
Boucs, chèvres, chevreaux	"	"	"	9	300	9	600
Camélidés	"	2	300	6	900	8	300
Volailles vivantes	Kilos	"	"	6	425	6	1.200
Charcuterie fabriquée	"	"	"	5	30	5	425
Poaux brutes, fraîches et sèches	"	1.103	11.213	10.667	86.684	11.770	30
Laines en peaux ou en masses	"	519	3.566	7.718	41.622	8.237	97.897
Suif	"	4.958	11.725	44.479	103.375	49.437	45.788
Fromages de toutes sortes	"	"	"	147	380	147	115.103
Beurre frais ou salé	"	"	"	80	1.450	80	380
Poils	"	"	"	286	1.073	286	1.480
Boyaux salés	"	2.138	19.476	9.946	84.755	12.084	1.075
Poissons frais	"	15.710	8.435	31.558	18.229	47.268	104.231
Poissons conservés	"	300	1.200	1.811	8.345	2.111	26.684
Avoines en grains	"	3.400	4.200	48.701	62.850	52.101	9.545
Semoules	"	"	"	173.107	457.259	173.107	67.050
Orge en grains	"	"	"	174.258	217.235	174.258	457.259
Maïs en grains	"	5.500	7.150	"	"	5.500	217.235
Légumes secs :							7.150
Fèves et féverolles	"	3.000	9.000	644	1.230	3.644	
Lentilles	"	"	"	35	105	35	10.230
Pois	"	"	"	3.148	4.591	3.148	105
Pois pointus ou chiches	"	800	2.040	7.196	9.932	7.996	4.591
Autres	"	"	"	265	310	265	11.432
Pommes de terre	"	17.500	14.000	41.224	41.135	58.724	310
Fruits frais :							55.135
Citrons	"	"	"	1.351	1.466	1.351	
Oranges, cédrats, etc.	"	20	50	30	60	50	1.466
Mandarines	"	"	"	8	20	8	710
Raisins	"	"	"	3.433	3.915	3.433	20
Pommes	"	"	"	1.402	1.607	1.402	3.915
Poires	"	"	"	3.845	5.270	3.845	1.607
Bananes	"	"	"	5	10	5	5.270
Pêches, brugnons, etc.	"	"	"	1.260	1.935	1.260	10
Autres	"	63	250	17.902	31.406	17.965	1.935
Fruits secs :							31.656
Figues	"	897	1.835	6.742	19.966	7.639	
Dattes	"	5.371	7.046	11.787	24.829	17.138	21.801
Raisins	"	"	"	15	75	15	31.875
Amandes	"	"	"	240	990	240	75
Autres	"	"	"	150	398	150	990
Fruits confits ou conservés :							398
Olives	"	970	1.843	900	2.755	1.870	
Graines et fruits oléagineux :							4.598
Olives	"	20	20	4.664	15.953	4.684	
Graines à ensemercer	"	140	1.567	503	1.515	643	
Blé dur de semence	"	"	"	1.110.050	421.818	1.110.050	3.082
Confitures	"	"	"	117	1.020	117	421.818
Tabacs en feuilles	"	11,9	120	100.051	320.166	100.062,9	1.020
Cigares et cigarettes	"	1.476,5	22.753	14.338,700	231.054	15.815,2	320.286
Huile d'olives	"	220	1.660	6.703	41.640	6.923	253.809
Feuilles médicinales	"	"	"	720	1.064	720	43.300
Bois de mines	"	5.000	2.990	54.150	32.641	59.180	1.064
Teintures et tanins	"	585	2.129	21.105	39.161	21.690	26.640
Légumes frais	"	6.131	6.361	38.686	23.706	44.817	61.290
Fourrages et pailles	"	90.688	17.340	2.764.022	406.616	2.854.710	30.067
Bière en fûts	Litres	13.346	11.361	174.614	149.988	187.960	423.965
Bière en bouteilles	"	"	"	1.625	2.500	1.625	161.349
Marbres sciés	Kilos	"	"	5.050	2.826	5.050	2.500
Meules et pierres à aiguiser	"	"	"	4.083	1.400	4.083	2.826
Pierres et terres	"	"	"	7.220	1.056	7.220	1.400
Pierres de construction	"	80	75	"	"	80	1.056
Plâtre	"	31.850	5.100	123.511	18.816	155.361	75
Gaz carbonique liquide	"	250	688	3.380	9.270	3.630	23.916
Chlorure de sodium	"	70.819	10.451	603.346	99.572	674.165	9.958
Tissus de laine pour ameublement	Mètres carrés	7	300	7	7	7	110.023
Tapis de laine	"	8	1.186	261	15.223	269	400
Vêtements en laine	Kilos	57	3.436	113	4.900	170	16.400
Couvertures de laine tissée	"	44	1.470	115	1.270	159	8.336
Peaux seulement tannées	"	113	1.390	110	2.830	223	2.740
Peaux préparées	"	223	3.882	1.430	37.575	1.653	4.220
Babouches	"	197	4.558	389	8.750	586	41.457
Machines agricoles	"	120	1.540	"	"	120	13.308
Meubles sièges	"	"	"	613	1.635	613	1.540
Meubles autres que sièges	"	"	"	2.538	6.386	2.538	1.635
Autres ouvrages en bois	"	"	"	22.983	46.711	22.983	6.386
Cordages de sparte	"	1.308	1.564	450	608	1.758	46.711
Vanneries de toutes sortes	"	"	"	585	1.790	585	2.172
Nattes alfa et jonc	"	255	640	172	330	427	1.790
Liège ouvré, bouchons	"	"	"	99	1.611	99	970
Bimbeloterie	"	"	"	100	250	100	1.611
Totaux			218.553		3.212.770		3.426.323

NOTA. — Les blés de semence ont été repris pour le cinquième de leur valeur réelle.

SECRETARIAT GÉNÉRAL DU PROTECTORAT

SERVICE DU TRAVAIL ET DES QUESTIONS SOCIALES

Office marocain de la main-d'œuvre

Semaine du 7 au 13 février 1938

STATISTIQUE DES OPERATIONS DE PLACEMENT

VILLES	PLACEMENTS RÉALISÉS				TOTAL	DEMANDES D'EMPLOI NON SATISFAITES				TOTAL	OFFRES D'EMPLOI NON SATISFAITES				TOTAL
	HOMMES		FEMMES			HOMMES		FEMMES			HOMMES		FEMMES		
	Non-Marocains	Marocains	Non-Marocaines	Marocaines		Non-Marocains	Marocains	Non-Marocaines	Marocaines		Non-Marocains	Marocains	Non-Marocaines	Marocaines	
Casablanca	30	14	34	24	102	16	4	12	1	33	»	»	6	3	9
Fès	17	35	1	1	54	»	2	2	5	9	»	1	1	1	3
Marrakech	3	1	»	»	4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Meknès	2	2	2	1	7	6	103	»	»	109	»	»	»	»	»
Oujda	3	»	»	1	4	1	90	»	»	91	»	»	»	»	»
Port-Lyautey	1	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Rabat	»	10	1	13	24	15	15	1	18	52	»	»	»	»	»
TOTAUX.....	56	62	38	40	196	38	214	18	24	294	»	1	7	4	12

A Casablanca, le nombre des chômeurs européens a diminué de plus d'un quart depuis 1936. Néanmoins, le chômage persiste avec la même acuité dans la profession de chauffeur, ainsi que dans la plupart des professions appartenant à l'industrie du bâtiment ou aux professions annexes. Cette situation résulte tant du ralentissement de l'activité des entreprises du bâtiment et des travaux publics que de la substitution de plus en plus fréquente de la main-d'œuvre marocaine à la main-d'œuvre européenne.

Par contre, le bureau de placement de Casablanca éprouve des difficultés pour satisfaire les offres d'emploi concernant l'agriculture, l'industrie minière, le travail des vêtements et des étoffes, les industries chimiques, la métallurgie, le travail des métaux et l'électricité, à l'exception des serruriers, forgerons, soudeurs ordinaires et des ouvriers de garage ne connaissant pas d'une manière approfondie l'ajustage. Dans les professions libérales et chez les employés de bureau, il n'y a plus de personnel qualifié en chômage. Les hommes de 18 à 35 ans qui ont une bonne présentation et une instruction du niveau du brevet élémentaire obtiennent rapidement un emploi.

De même, en ce qui concerne la main-d'œuvre féminine, il est très difficile de donner satisfaction aux offres d'emploi concernant la mode et la couture, les hôtels, les restaurants et les vendeuses qualifiées, tandis que le chômage atteint particulièrement les employés de bureau, les caissières et les employées de commerce sans spécialisation bien définie.

Le défaut de spécialisation de beaucoup de chômeurs de l'un ou de l'autre sexe, principalement parmi les jeunes gens, rend leur placement très difficile.

A Fès, l'ouverture d'un deuxième chantier par les travaux publics a permis d'embaucher la totalité des chômeurs européens et 35 manœuvres marocains.

A Meknès, la situation présente une légère amélioration.

A Rabat, 31 employés de bureau en chômage ont été recrutés par le service des impôts comme copistes des rôles du terrib.

RESUME DES OPERATIONS DE PLACEMENT

Pendant la semaine du 7 au 13 février 1938, les bureaux de placement ont procuré du travail à 196 personnes, contre 411 pendant la semaine précédente et 158 pendant la semaine correspondante de l'année 1937.

Le nombre total des demandes d'emploi non satisfaites a été de 294 contre 112 pendant la semaine précédente et 210 pendant la semaine correspondante de l'année 1937.

Au point de vue des professions, les placements réalisés se répartissent de la manière suivante :

Pêche	1
Forêts et agriculture	3
Industries extractives	1
Vêtements, travail des étoffes	5
Industries du bois	2
Industries métallurgiques et mécaniques ..	6
Industries du bâtiment et des travaux publics	5
Industries diverses et mal définies.....	1
Manutentionnaires et manœuvres	51
Commerce de l'alimentation	6
Commerces divers	9
Professions libérales et services publics...	18
Services domestiques	88

TOTAL..... 196

CHOMAGE

Etat des chômeurs européens inscrits dans les principaux bureaux de placement

VILLES	HOMMES	FEMMES	TOTAL	TOTAL de la semaine précédente	DIFFÉRENCE
Casablanca	1.969	324	2.293	2.289	+ 4
Fès	32	7	39	56	- 17
Marrakech	20	11	31	35	- 4
Meknès	42	2	44	43	+ 1
Oujda	36	2	38	38	»
Port-Lyautey ..	46	10	56	59	- 3
Rabat	302	51	353	343	+ 10
TOTAUX....	2.447	407	2.854	2.863	- 9

Au 13 février 1938, le nombre total des chômeurs européens inscrits dans les divers bureaux de placement du Protectorat était de 2.854, contre 2.863 la semaine précédente, 2.851 au 16 janvier dernier et 3.148 à la fin de la semaine correspondante du mois de février 1937.

Si l'on rapproche le nombre des chômeurs inscrits de la population européenne de l'ensemble des localités où l'assistance aux chômeurs est organisée, on constate que la proportion, au 13 février 1938, est de 1,90 %, alors que cette proportion était de 1,90 % pendant la semaine correspondante du mois dernier, et de 2,09 % pendant la semaine correspondante du mois de février 1937.

ASSISTANCE AUX CHOMEURS

Nombre moyen journalier des chômeurs européens qui ont reçu, pour eux et leurs familles, une assistance en vivres (repas ou bons de vivres)

VILLES	CHOMEURS CÉLIBATAIRES		CHOMEURS CHEFS DE FAMILLE		PERSONNES A CHARGE		TOTAL
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
Casablanca	54	»	422	9	609	928	2.022
Fès	3	1	22	1	72	23	122
Marrakech	5	2	12	1	21	36	77
Meknès	16	»	5	4	11	12	48
Oujda	1	»	15	»	25	15	56
Port-Lyautey ..	4	1	27	6	27	56	121
Rabat	46	»	123	»	195	284	648
TOTAL.....	129	4	626	21	960	1.354	3.094

Assistance aux chômeurs et miséreux indigènes par les Sociétés musulmanes de bienfaisance.

A Casablanca, 39.255 repas ont été distribués.

A Fès, il a été distribué 5.285 rations de soupe aux miséreux.

A Marrakech, 1.205 chômeurs et miséreux ont été hébergés et il leur a été distribué 3.616 repas. En outre, la municipalité leur a fait distribuer 16.922 repas.

A Meknès, 3.108 repas ont été servis.

A Oujda, il a été procédé à la distribution de 790 repas, 225 bols de soupe et 200 quintaux d'orge.

A Port-Lyautey, il a été servi 4.004 repas et distribué 146 kilos de farine.

A Rabat, 2.778 repas ont été servis. En outre, la municipalité a distribué une moyenne journalière de 780 rations de soupe à des miséreux.

AVIS AU PUBLIC

Le service géographique du Maroc vient de faire paraître les cartes suivantes :

FEUILLES NOUVELLES OU REFAITES

Echelle : 1/100.000^e

Marrakech-sud 7-8 (édition provisoire).

Demnat 5-6.

Talaat-n'Yaouub 3-4.

Ouaouizarht 1-2.

Demnat 7-8.

Echelle : 1/200.000^e

Ceuta.

CATALOGUE DES CARTES ET BROCHURES DU SERVICE GÉOGRAPHIQUE DU MAROC. — 1938.

Edition du service géographique de l'armée.

Echelle : 1/5.000.000^e

Arabic.

Ces cartes sont en vente :

A Rabat et Casablanca, aux bureaux de vente des cartes du service géographique ;

2° Dans les offices économiques et chez les principaux libraires du Maroc.

Une remise de 25 % est consentie aux militaires, fonctionnaires, administrations et services civils et militaires pour toutes commandes dont le montant atteint 10 francs.

La même remise est consentie à tout acheteur autre que ceux désignés ci-dessus, pour toute commande dont le montant atteint 50 francs.

**DÉMÉNAGEMENTS POUR TOUT LE MAROC
PAR CAMIONS TRÈS RAPIDES**

L. COSSO-GENTIL

9, rue de Mazagan — RABAT

Téléphone : 25.11

**TARIFS SPECIAUX pour MM. les Fonctionnaires
et Officiers**

GARDE-MEUBLES PUBLIC